

N° 13-010-X au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2008

 Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Septembre 2008

N° 13-010-X au catalogue , vol. 7, no 2
ISSN 1703-7573

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in english upon request (catalogue no. 13-010-X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
-----------------	---

Publications :

Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Guide des comptes des revenus et dépenses	13-017-XWF
Revue des comptes économiques des provinces et territoires	13-016-XWF

Tableaux et document analytique:

Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB

Tableaux de données	13-019-XWF, 13-021-XWF, 13-018-XWF
---------------------	------------------------------------

PIB par industrie

Tableau CANSIM	379-0027
----------------	----------

Publication :

Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF
--------------------------------------	------------

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
-----------------	--

Publication :

Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF
--	------------

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
-----------------	--------------------

Tableaux et document analytique	13-014-PPB
---------------------------------	------------

Tableaux de données	13-020-XWF
---------------------	------------

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
-----------------	---------------------

Publications :

Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
---	------------

La revue canadienne de productivité	15-206-XIF
-------------------------------------	------------

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
-----------------	--

Publication :

Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF
--	------------

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
-----------------	---------------------

Publication :

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
---	------------

Tableaux de données	13-022-XWF
---------------------	------------

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	7
Politique de révision	7
Révisions dans cette édition.	7
Section A	
Aperçu.	8
La baisse du volume des exportations se poursuit	9
Ralentissement des dépenses personnelles	10
Fléchissement de l'investissement en logement	10
Réduction de l'investissement des entreprises en usines et matériel	10
Accumulation des stocks	10
Raffermissement des bénéfices des entreprises	10
Augmentation du revenu personnel	10
Le bond des prix à l'exportation alimente la hausse du prix du produit intérieur brut	10
Produit intérieur brut par industrie, juin 2008.	10
Section B	
PIB en termes de revenus et de dépenses	13
La baisse du volume des exportations se poursuit	13
Ralentissement des dépenses personnelles	14
Fléchissement de l'investissement en logement	14
Réduction de l'investissement des entreprises en usines et matériel	14
Accumulation des stocks	15
Raffermissement des bénéfices des entreprises	15
Augmentation du revenu personnel	15
Hausse de l'épargne nationale	15
Le bond des prix à l'exportation alimente la hausse du prix du produit intérieur brut	16
Section C	
PIB par industrie	22
Le secteur de la construction progresse	22
Le commerce de gros et le commerce de détail prennent de l'expansion	22
Baisse de la production du secteur de l'énergie	23
Le secteur de la fabrication en légère baisse	23
Le secteur de la finance et des assurances reste inchangé	23
Autres industries	23
Deuxième trimestre de 2008	23
Section D	
Balance des paiements internationaux	27
L'excédent au chapitre des biens est soutenu par les prix plus élevés des produits de base	27
Le déficit au chapitre des services augmente, atténué par les voyages	28
Le déficit au chapitre des revenus de placement s'accroît	29
La demande étrangère de titres canadiens atteint un sommet	29
Les investissements directs au Canada sont les plus faibles en trois ans	29
Les investissements directs canadiens à l'étranger perdent de la vigueur, mais dépassent les flux d'investissement entrant au pays	30
Les investisseurs canadiens continuent à favoriser les actions étrangères plutôt que les titres d'emprunt	30

Section E

Comptes des flux financiers	34
Secteur des ménages	35
Secteur des sociétés	35
Secteur des administrations publiques	36

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	42
La croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre ralentit	43
La croissance annuelle de la productivité au Canada est comparable à celle des États-Unis depuis 2004	44
Au deuxième trimestre, la croissance de la productivité accélère aux États-Unis	44
Analyse par industrie	45
La productivité dans la fabrication rebondit	45
La productivité s'accroît de nouveau dans les services	45
Le coût unitaire de main-d'oeuvre continue d'augmenter plus rapidement dans le secteur des biens	46

Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada	51
L'endettement international net avance légèrement pendant le trimestre	51
Placements de portefeuille : les titres font varier la dette extérieure nette	51
Investissements directs : le bilan net ne change à peu près pas	52
Les autres catégories d'investissements tempèrent la variation de la dette extérieure nette	52
L'endettement international net en forte hausse à l'égard des placements de portefeuille à la valeur au marché	52

Section H

Comptes du bilan national	54
La croissance de la valeur nette des ménages progresse	55
La tendance à la baisse du ratio d'endettement des sociétés se poursuit	55
La croissance de l'actif des institutions financières résulte d'une reprise des marchés boursiers	56
La dette nette des administrations publiques continue de diminuer relativement au produit intérieur brut	56

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie :

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2008.

PIB par industrie :

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2007.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2008 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2007 au niveau industriel.

Section A Aperçu

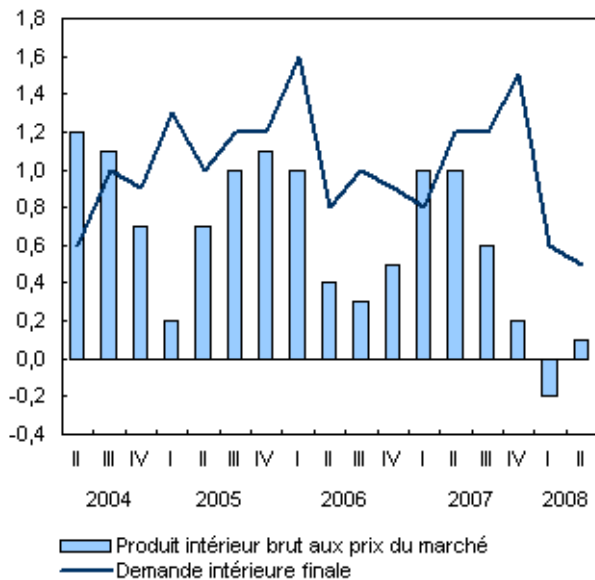
Deuxième trimestre de 2008 et juin 2008

Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement augmenté de 0,1 % au deuxième trimestre de 2008. Cette augmentation fait suite à un recul de 0,2 % (révisé par rapport au taux de -0,1 % publié précédemment) enregistré au premier trimestre. Le PIB réel a progressé de 0,1 % en juin. Alors que la croissance de la demande intérieure finale a encore été supérieure à celle du PIB (+0,5 % au cours du trimestre), la demande étrangère de biens et services canadiens enregistré une baisse pour un quatrième trimestre consécutif.

Graphique A.1

La demande intérieure finale continue de progresser plus rapidement que le produit intérieur brut

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



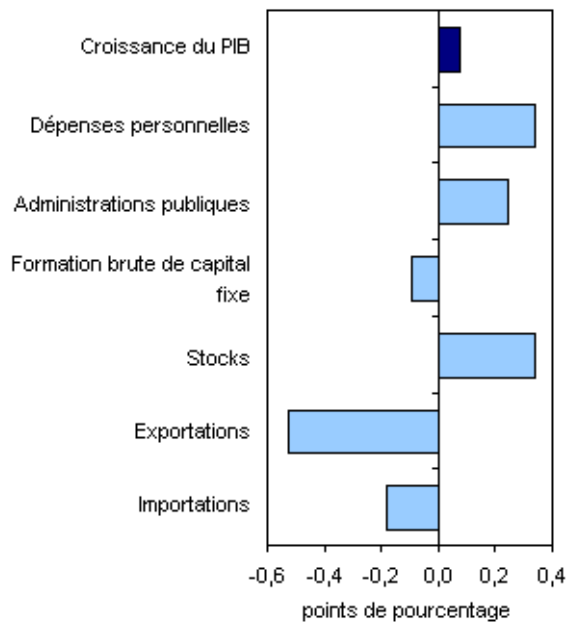
La production des industries de services a augmenté de 0,6 % durant le deuxième trimestre, les hausses observées dans le secteur public et les secteurs de la finance et des assurances, des services d'hébergement, du commerce de détail et des transports étant arrivées en tête de liste. Un recul marqué s'est produit dans le secteur de l'énergie, en particulier la production de gaz naturel, et la contraction des activités de fabrication s'est poursuivie, bien qu'à un degré moindre que lors des trimestres précédents. Ces facteurs sont à l'origine de la baisse de 1,0 % observée dans les industries productrices de biens.

Les dépenses de consommation et les dépenses des administrations publiques en biens et en services ont progressé. Les entreprises ont augmenté leurs stocks et ont réduit leurs dépenses en capital fixe. Les bénéfices des sociétés ont progressé de façon marquée en raison de la forte hausse des prix, surtout ceux des produits de l'énergie. L'excédent du commerce international, mesuré en valeurs nominales, s'est accru, les exportateurs ayant tiré profit des prix plus élevés des produits de base. Néanmoins, le volume des exportations a diminué durant le trimestre.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculées à partir des valeurs nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

Le nouveau manuel de référence, le *Guide des comptes des revenus et dépenses* (13-017-X, gratuit), est maintenant disponible. Ce guide offre une vue d'ensemble, une description des concepts et des définitions, une explication des sources d'information et des méthodes statistiques utilisées, un glossaire et un recueil général d'autres faits à propos des comptes.

Graphique A.2**Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, deuxième trimestre de 2008**

Le taux annualisé de croissance de l'économie canadienne s'est établi à 0,3 % au deuxième trimestre, comparativement à 3,3 % dans le cas de l'économie américaine.

Tableau A.1
Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)^[1]

	Variation		
	Variation	Variation	Variation
	%		
	trimestre à	annualisée	d'une
	l'autre		année à
			l'autre
Premier trimestre de 2007	1,0	4,1	2,2
Deuxième trimestre de 2007	1,0	3,9	2,8
Troisième trimestre de 2007	0,6	2,3	3,1
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,8	2,9
Premier trimestre de 2008	-0,2	-0,8	1,6
Deuxième trimestre de 2008	0,1	0,3	0,7

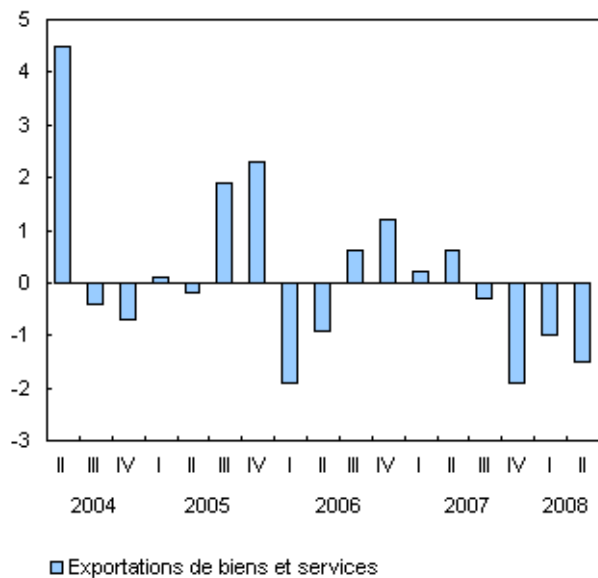
1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La baisse du volume des exportations se poursuit

Le volume des exportations de biens et de services a diminué de 1,5 % au deuxième trimestre, ce qui constitue la quatrième baisse consécutive. Le volume des exportations est maintenant inférieur de 4,7 % au niveau enregistré lors du deuxième trimestre de 2007. La baisse des exportations survenue au deuxième trimestre de 2008 a été généralisée. Les ventes internationales de produits de la forêt, de machines et matériel ainsi que de produits automobiles ont continué de chuter, ce qui reflète, en partie, le fléchissement des dépenses américaines reliées à ces biens. Le volume des exportations de produits de l'énergie a diminué de 3,7 % après avoir connu une forte progression au premier trimestre.

Graphique A.3**Nouvelle baisse des exportations**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Le volume des importations de biens et de services a progressé de 0,6 %, après avoir chuté de 2,3 % au premier trimestre. Après avoir fléchi au premier trimestre, les importations de machines et de matériel ont augmenté, poursuivant la tendance à la hausse amorcée en 2003. Le volume des achats internationaux de produits de l'énergie a bondi, surtout en raison de la hausse des importations de pétrole brut. Les importations de produits de l'énergie ont affiché un taux moyen de croissance de 9,8 % par trimestre au cours de la première moitié de 2008.

Ralentissement des dépenses personnelles

Les dépenses personnelles ont augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre, poursuivant ainsi leur ralentissement à la suite de hausses de 1,8 % et de 0,8 % observés au cours des deux trimestres précédents. Ce relâchement reflète la baisse des dépenses en biens durables, notamment celles en véhicules automobiles qui ont diminué après avoir connu une forte hausse lors des deux trimestres précédents.

Par contre, les achats de vêtements et de chaussures sont demeurés vigoureux. Les dépenses personnelles au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement et de l'équipement ménager ont augmenté de plus de 1 % pour un sixième trimestre consécutif.

Fléchissement de l'investissement en logement

L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a diminué de 1,0 %, faisant suite à un recul de 1,7 % au premier trimestre.

La baisse survenue au deuxième trimestre a touché toutes les composantes de l'investissement en logement. Les activités de rénovation ont affiché une première baisse trimestrielle depuis le troisième trimestre de 1999, les magasins de matériaux de construction spécialisés ayant enregistré des ventes plus faibles.

Réduction de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en usines et matériel a diminué de 0,4 % au deuxième trimestre. Les travaux de génie civil ont progressé de 0,2 %, mais l'investissement en bâtiments non résidentiels a baissé de 1,9 %.

L'investissement en machines et matériel a fléchi de 0,3 %.

Accumulation des stocks

L'accumulation des stocks s'est accélérée après avoir ralenti au premier trimestre. Les entreprises accumulent des stocks depuis le troisième trimestre de 2004. Les stocks du secteur de la fabrication ont augmenté après avoir été réduits lors du premier trimestre. Les détaillants ont réduit leurs stocks, en particulier les stocks de véhicules automobiles.

Raffermissement des bénéfices des entreprises

Les sociétés ont enregistré une hausse marquée de leurs bénéfices au deuxième trimestre (+8,3 %), stimulés par la hausse des prix, en particulier ceux du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon. Il s'agit de la plus forte hausse des bénéfices observée depuis le premier trimestre de 2004. Alors que les bénéfices des sociétés non financières ont bondi de 10 %, ceux des sociétés financières ont augmenté légèrement.

De plus, le revenu net des agriculteurs a presque doublé au deuxième trimestre, les prix des céréales et des oléagineux ayant continué d'augmenter.

Augmentation du revenu personnel

Le revenu du travail a augmenté de 1,1 %, la croissance des industries productrices de services étant demeurée vigoureuse. L'emploi a progressé de 0,3 %, tandis que le nombre moyen d'heures travaillées a diminué.

La croissance du revenu personnel a ralenti pour s'établir à 0,6 %, par rapport à 2,0 % au trimestre précédent alors que des transferts ponctuels importants des administrations publiques avaient eu pour effet de gonfler le revenu. Le revenu personnel disponible a augmenté de 1,1 %. Les dépenses des particuliers se sont accrues plus vite que leurs revenus, et le taux d'épargne a fléchi à 2,8 %.

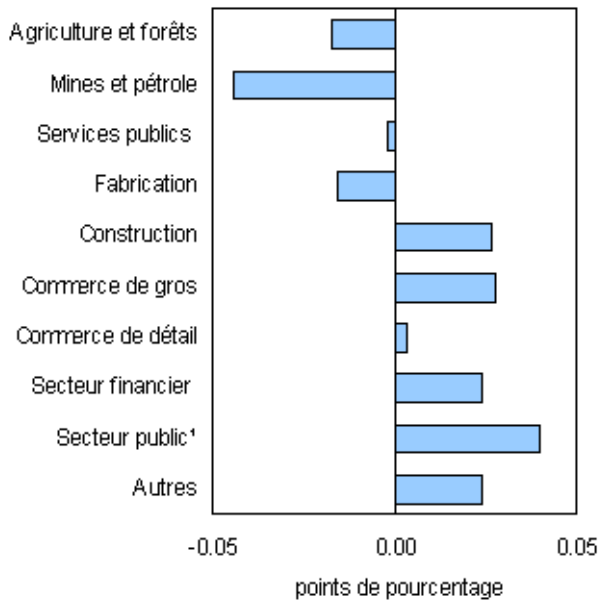
En proportion de chaque dollar de revenu personnel disponible, la dette des ménages s'est établie à 1,25 \$. Les frais de service de la dette sont pour leur part demeurés inchangés, équivalant à environ 8 % du revenu personnel disponible.

Le bond des prix à l'exportation alimente la hausse du prix du produit intérieur brut

Les prix des biens et services produits au Canada, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 2,5 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle enregistrée depuis le premier trimestre de 1982. Les prix à l'exportation ont connu une hausse marquée (+8,2 %), ce qui a stimulé les revenus des exportateurs, en particulier les producteurs d'énergie. Si l'on exclut l'énergie, les prix dans l'ensemble ont augmenté de 0,7 %.

Produit intérieur brut par industrie, juin 2008

Le produit intérieur brut réel a progressé de 0,1 % en juin après avoir affiché un repli de 0,1 % en mai et une croissance de 0,4 % en avril. Des hausses ont été observées dans la construction, le commerce de gros, le secteur public et les services de transport, alors que les secteurs de l'extraction de gaz naturel, de la fabrication et de la foresterie se sont contractés. Le secteur de la finance et des assurances et certaines industries liées au tourisme sont restés inchangés.

Graphique A.4**Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale, juin 2008**

1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en juin. La forte croissance des travaux de génie et de réparation (+1,1 %) et la légère hausse de la construction de bâtiments résidentiels ont plus qu'effacé le repli de 1,4 % observé dans la construction de bâtiments non résidentiels. Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont poursuivi leur mouvement à la baisse, reflétant la faiblesse du marché immobilier amorcée en décembre 2007.

L'activité dans le commerce de gros s'est accrue de 0,5 % en juin. Des hausses appréciables d'activité ont été enregistrées par les grossistes de véhicules et de pièces automobiles. La valeur ajoutée dans le commerce de détail a augmenté de 0,1 %.

La production du secteur de l'énergie a diminué de 0,6 % en juin. Les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont baissé de 1,6 % en raison du repli de l'extraction de gaz naturel. L'entreposage de gaz naturel au Canada a augmenté pour un deuxième mois consécutif, les installations ayant reconstitué leurs stocks.

La production du secteur de la fabrication s'est repliée de 0,1 % en juin. Le recul de la fabrication de biens non durables a éclipsé la progression de la fabrication de biens durables. L'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien et celle des produits en papier ont fléchi. Toutefois, la production de véhicules automobiles a rebondi après s'être contractée en mai. La fabrication de machines était à la hausse.

Le secteur de la finance et des assurances est resté inchangé en juin. Les services bancaires ont légèrement progressé au cours du mois, tandis que le niveau de l'activité dans les assurances, l'intermédiation financière hors dépôts et les activités de courtage de valeurs mobilières a diminué.

L'activité dans la foresterie a décliné de 3,4 %, ce secteur ayant continué à souffrir de la faiblesse de la demande internationale pour ses produits.

Tableau A.2 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	774 960	786 392	789 224	802 852	814 644	823 932	743 313	788 357
	2,1	1,5	0,4	1,7	1,5	1,1	6,9	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	200 572	202 740	204 784	204 828	209 604	226 964	196 719	203 231
	1,0	1,1	1,0	0,0	2,3	8,3	5,8	3,3
Intérêts et revenus divers de placements	68 756	72 056	72 492	72 756	75 196	82 048	66 421	71 515
	4,8	4,8	0,6	0,4	3,4	9,1	8,4	7,7
Revenu net des entreprises individuelles	89 044	90 272	90 716	91 860	94 132	96 992	86 386	90 473
	1,6	1,4	0,5	1,3	2,5	3,0	1,6	4,7
Impôts moins subventions	163 276	167 052	168 500	170 568	165 608	167 416	160 840	167 349
	2,1	2,3	0,9	1,2	-2,9	1,1	3,5	4,0
Revenu personnel disponible	886 212	890 088	902 088	915 164	937 156	947 772	849 590	898 388
	2,3	0,4	1,3	1,4	2,4	1,1	7,0	5,7
Taux d'épargne personnelle[2]	3,9	2,3	2,5	1,9	3,1	2,8	3,1	2,7

Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	772 440	783 339	791 358	805 760	812 020	816 948	754 179	788 224
	0,9	1,4	1,0	1,8	0,8	0,6	4,3	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	253 550	255 245	259 691	263 357	264 947	268 269	248 777	257 961
	0,7	0,7	1,7	1,4	0,6	1,3	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe	307 457	311 144	315 381	318 319	318 335	316 993	301 263	313 075
	0,6	1,2	1,4	0,9	0,0	-0,4	7,1	3,9
Investissement en stocks	6 004	5 618	20 579	20 580	3 003	8 365	10 723	13 195

Exportations de biens et services	509 189	512 307	510 840	501 112	495 955	488 478	503 322	508 362
	0,2	0,6	-0,3	-1,9	-1,0	-1,5	0,6	1,0
Importations de biens et services	548 079	554 726	581 348	593 526	579 696	583 004	539 784	569 420
	0,3	1,2	4,8	2,1	-2,3	0,6	4,6	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 305 843	1 318 339	1 325 934	1 328 606	1 326 106	1 327 118	1 284 819	1 319 681
	1,0	1,0	0,6	0,2	-0,2	0,1	3,1	2,7
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	378 381	380 273	379 306	375 532	369 363	365 688	375 489	378 373
	1,3	0,5	-0,3	-1,0	-1,6	-1,0	1,2	0,8
Production industrielle	275 390	277 376	275 917	272 139	266 146	262 876	274 357	275 205
	1,5	0,7	-0,5	-1,4	-2,2	-1,2	-0,2	0,3
Secteur de l'énergie	86 578	87 775	87 680	86 837	86 141	84 149	85 876	87 218
	1,9	1,4	-0,1	-1,0	-0,8	-2,3	1,0	1,6
Fabrication	185 897	186 452	184 726	181 772	176 256	175 248	186 631	184 712
	1,3	0,3	-0,9	-1,6	-3,0	-0,6	-1,0	-1,0
Fabrication de biens non durables	72 704	73 181	72 743	71 327	69 692	69 477	74 329	72 489
	-0,9	0,7	-0,6	-1,9	-2,3	-0,3	-1,9	-2,5
Fabrication de biens durables	113 420	113 486	112 187	110 658	106 745	105 942	112 470	112 438
	2,7	0,1	-1,1	-1,4	-3,5	-0,8	-0,3	-0,0
Construction	76 274	76 503	77 270	77 491	77 648	77 373	74 087	76 885
	1,0	0,3	1,0	0,3	0,2	-0,4	8,1	3,8
Industries productrices de services	834 632	843 062	850 966	856 815	861 250	866 605	818 862	846 369
	0,9	1,0	0,9	0,7	0,5	0,6	3,8	3,4
Commerce de gros	69 304	70 622	72 281	73 131	72 885	73 055	68 383	71 335
	1,5	1,9	2,4	1,2	-0,3	0,2	7,1	4,3
Commerce de détail	71 264	72 874	73 321	74 200	74 926	75 456	69 015	72 915
	2,0	2,3	0,6	1,2	1,0	0,7	6,0	5,7
Transport et entreposage	55 952	56 189	56 791	56 575	56 576	57 043	55 501	56 377
	0,5	0,4	1,1	-0,4	0,0	0,8	3,2	1,6
Finance, assurances, services immobiliers et de location	236 635	239 111	241 362	243 108	244 839	246 303	230 362	240 054
	1,1	1,0	0,9	0,7	0,7	0,6	3,8	4,2
Technologies de l'information et des communications	55 886	56 717	57 003	57 458	57 593	58 154	54 485	56 766
	1,3	1,5	0,5	0,8	0,2	1,0	4,3	4,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

Section B

PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2008

Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement augmenté de 0,1 % au deuxième trimestre de 2008. Cette augmentation fait suite à un recul de 0,2 % (révisé par rapport au taux de -0,1 % publié précédemment) enregistré au premier trimestre. Alors que la croissance de la demande intérieure finale a encore été supérieure à celle du PIB (+0,5 % au cours du trimestre), la demande étrangère de biens et services canadiens enregistré une baisse pour un quatrième trimestre consécutif.

Les dépenses de consommation et les dépenses des administrations publiques en biens et en services ont progressé. Les entreprises ont augmenté leurs stocks et ont réduit leurs dépenses en capital fixe. Les bénéfices des sociétés ont progressé de façon marquée en raison de la forte hausse des prix, surtout ceux des produits de l'énergie. L'excédent du commerce international, mesuré en valeurs nominales, s'est accru, les exportateurs ayant tiré profit des prix plus élevés des produits de base. Néanmoins, le volume des exportations a diminué durant le trimestre.

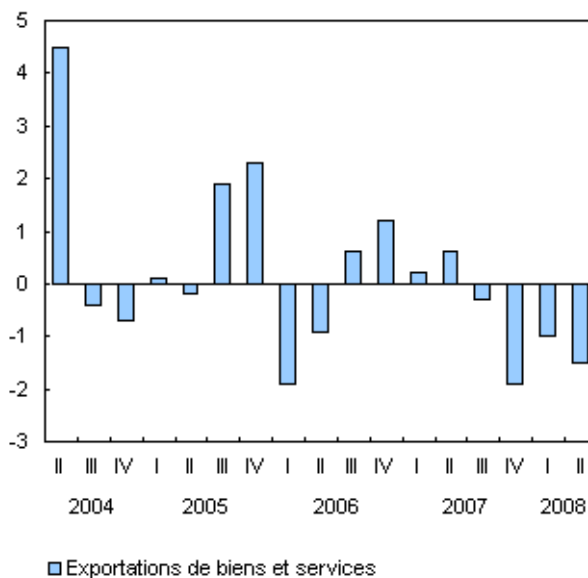
La baisse du volume des exportations se poursuit

Le volume des exportations de biens et de services a diminué de 1,5 % au deuxième trimestre, ce qui constitue la quatrième baisse consécutive. Le volume des exportations est maintenant inférieur de 4,7 % au niveau enregistré lors du deuxième trimestre de 2007. La baisse des exportations survenue au deuxième trimestre de 2008 a été généralisée. Les ventes internationales de produits de la forêt, de machines et matériel ainsi que de produits automobiles ont continué de chuter, ce qui reflète, en partie, le fléchissement des dépenses américaines liées à ces biens. Le volume des exportations de produits de l'énergie a diminué de 3,7 % après avoir connu une forte progression au premier trimestre.

Les exportations de services ont aussi reculé, après avoir accusé une baisse marquée au premier trimestre. Les exportations de services commerciaux ont fléchi pour un deuxième trimestre consécutif, poursuivant une tendance à la baisse depuis le sommet atteint au quatrième trimestre de 2005. Les exportations de services de voyage ont augmenté, après avoir diminué pendant trois trimestres.

Graphique B.5
Nouvelle baisse des exportations

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Le volume des importations de biens et de services a progressé de 0,6 %, après avoir chuté de 2,3 % au premier trimestre. Après avoir fléchi au premier trimestre, les importations de machines et de matériel ont augmenté, poursuivant la tendance à la hausse amorcée en 2003. Le volume des achats internationaux de produits de l'énergie a bondi, surtout en raison de la hausse des importations de pétrole brut. Les importations de produits de l'énergie ont affiché un taux moyen de croissance de 9,8 % par trimestre au cours de la première moitié de 2008.

Les importations de biens et matériaux industriels ont reculé pour un deuxième trimestre de suite, ce qui témoigne du ralentissement survenu dans le secteur de la fabrication. Les importations de produits de l'agriculture et de la pêche ont chuté pour un deuxième trimestre consécutif. Les importations d'autres biens de consommation sont demeurées inchangées, après avoir accusé un recul au premier trimestre.

Les importations de services ont diminué, la baisse des dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger (importations de services de voyage) ayant annulé en partie les hausses enregistrées au chapitre des services commerciaux et des transports.

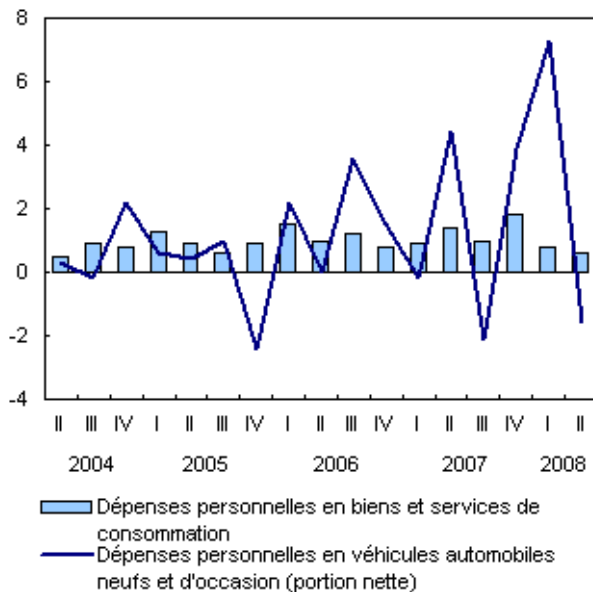
Ralentissement des dépenses personnelles

Les dépenses personnelles ont augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre, poursuivant ainsi leur ralentissement à la suite de hausses de 1,8 % et de 0,8 % observés au cours des deux trimestres précédents. Ce relâchement reflète la baisse des dépenses en biens durables, notamment celles en véhicules automobiles qui ont diminué après avoir connu une forte hausse lors des deux trimestres précédents.

Graphique B.6

Fléchissement des dépenses personnelles en véhicules automobiles

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses en biens non durables sont demeurées au même niveau que lors du trimestre précédent. Les ménages ont réduit leur consommation d'aliments et de boissons non alcoolisées ainsi que d'énergie, les prix de ces produits ayant augmenté fortement.

Par contre, les achats de vêtements et de chaussures sont demeurés vigoureux. Les dépenses personnelles au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement et de l'équipement ménager ont augmenté de plus de 1 % pour un sixième trimestre consécutif.

Les dépenses au titre des services se sont accélérées, les services financiers et juridiques ainsi que les restaurants et l'hébergement ayant contribué le plus. Malgré une légère diminution, les dépenses personnelles engagées à l'étranger par des résidents canadiens sont demeurées de 25 % supérieures à leur niveau du premier trimestre de 2007, étant donné la forte augmentation des voyages à l'étranger au cours des trois derniers trimestres de 2007.

Fléchissement de l'investissement en logement

L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a diminué de 1,0 %, faisant suite à un recul de 1,7 % au premier trimestre.

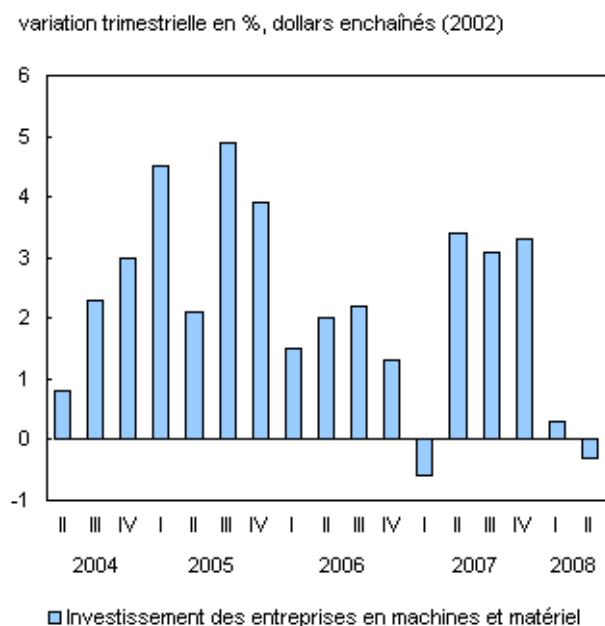
La baisse survenue au deuxième trimestre a touché toutes les composantes de l'investissement en logement. Les activités de rénovation ont affiché une première baisse trimestrielle depuis le troisième trimestre de 1999, les magasins de matériaux de construction spécialisés ayant enregistré des ventes plus faibles. La valeur de la construction résidentielle neuve a diminué pour un deuxième trimestre consécutif. Les coûts de transfert de propriété, qui sont associés au marché de la revente, ont eux aussi diminué, mais de façon beaucoup moins marquée que lors des trois trimestres précédents.

Réduction de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en usines et matériel a diminué de 0,4 % au deuxième trimestre. Les travaux de génie civil ont progressé de 0,2 %, mais l'investissement en bâtiments non résidentiels a baissé de 1,9 %.

L'investissement en machines et matériel a fléchi de 0,3 %. Les entreprises ont réduit leurs dépenses en automobiles, en camions et en autre équipement de transport. Toutefois, des hausses ont été enregistrées en ce qui touche la machinerie agricole, la machinerie industrielle, l'équipement de télécommunication et les autres machines et matériel.

Graphique B.7
Fléchissement de l'investissement en machines et matériel



Accumulation des stocks

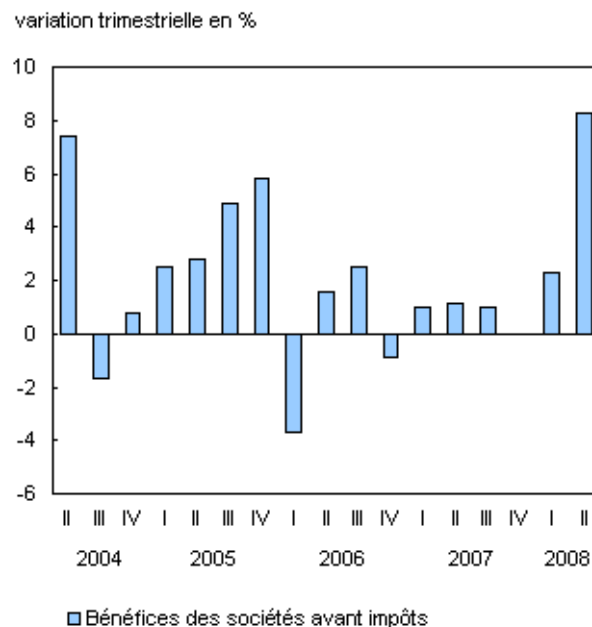
L'accumulation des stocks s'est accélérée après avoir ralenti au premier trimestre. Les entreprises accumulent des stocks depuis le troisième trimestre de 2004. Les stocks du secteur de la fabrication ont augmenté après avoir été réduits lors du premier trimestre. Les détaillants ont réduit leurs stocks, en particulier les stocks de véhicules automobiles. Il y a aussi eu une accumulation des autres stocks non agricoles, en particulier les stocks de gaz naturel.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble a augmenté légèrement, atteignant 0,694, de sorte que les stocks étaient suffisants pour 63 jours de vente.

Raffermissement des bénéfices des entreprises

Les sociétés ont enregistré une hausse marquée de leurs bénéfices au deuxième trimestre (+8,3 %), stimulés par la hausse des prix, en particulier ceux du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon. Il s'agit de la plus forte hausse des bénéfices observée depuis le premier trimestre de 2004. Alors que les bénéfices des sociétés non financières ont bondi de 10%, ceux des sociétés financières ont augmenté légèrement.

Graphique B.8
Hausse des bénéfices des entreprises



De plus, le revenu net des agriculteurs a presque doublé au deuxième trimestre, les prix des céréales et des oléagineux ayant continué d'augmenter.

Augmentation du revenu personnel

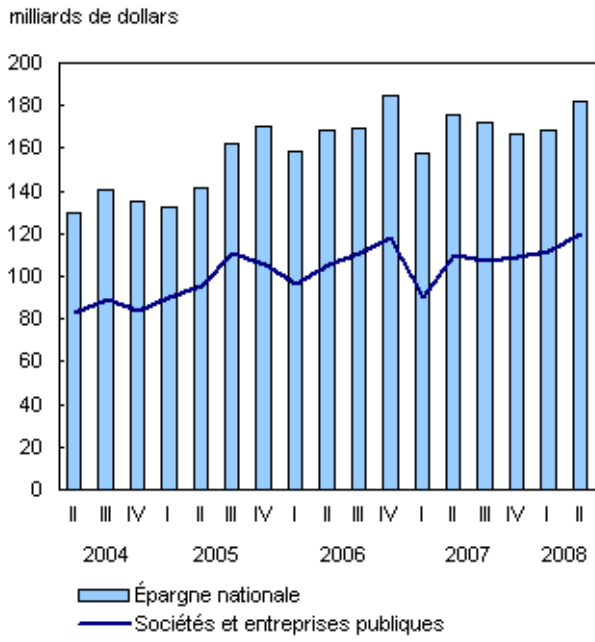
Le revenu du travail a augmenté de 1,1 %, la croissance des industries productrices de services étant demeurée vigoureuse. L'emploi a progressé de 0,3 %, tandis que le nombre moyen d'heures travaillées a diminué.

La croissance du revenu personnel a ralenti pour s'établir à 0,6 %, par rapport à 2,0 % au trimestre précédent alors que des transferts ponctuels importants des administrations publiques avaient eu pour effet de gonfler le revenu. Le revenu personnel disponible a augmenté de 1,1 %. Les dépenses des particuliers se sont accrues plus vite que leurs revenus, et le taux d'épargne a fléchi à 2,8 %.

Hausse de l'épargne nationale

Une augmentation marquée de l'épargne des entreprises et des administrations publiques a contribué à la hausse du taux d'épargne nationale, qui a atteint 13,1 %, contre 12,4 % lors des deux trimestres précédents.

Graphique B.9
L'épargne nationale est en hausse



Le bond des prix à l'exportation alimente la hausse du prix du produit intérieur brut

Les prix des biens et services produits au Canada, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 2,5 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle enregistrée depuis le premier trimestre de 1982. Les prix à l'exportation ont connu une hausse marquée (+8,2 %), ce qui a stimulé les revenus des exportateurs, en particulier les producteurs d'énergie. Si l'on exclut l'énergie, les prix dans l'ensemble ont augmenté de 0,7 %.

Les prix des biens et services de consommation ont augmenté de 0,8 % durant le trimestre, en raison de la hausse de 2,2 % des prix des biens non durables, comme les aliments et l'énergie.

Les prix à l'importation ont augmenté de 4,0 %, après avoir grimpé de 3,4 % au premier trimestre. Les entreprises ont acquitté des prix plus élevés au chapitre des usines et du matériel, notamment les bâtiments non résidentiels. L'indice de prix de la demande intérieure finale a augmenté de 0,9 %.

Graphique B.10
Les prix des exportations en hausse marquée

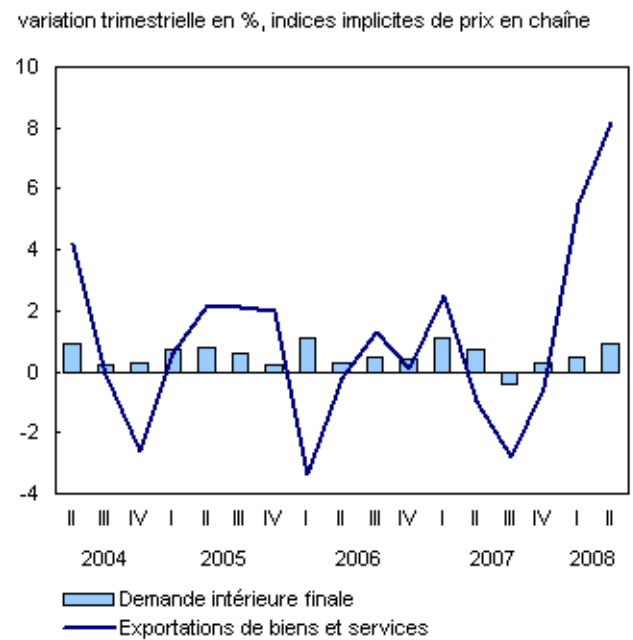


Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	774 960 2,1	786 392 1,5	789 224 0,4	802 852 1,7	814 644 1,5	823 932 1,1	743 313 6,9	788 357 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	200 572 1,0	202 740 1,1	204 784 1,0	204 828 0,0	209 604 2,3	226 964 8,3	196 719 5,8	203 231 3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 764 11,8	15 696 -0,4	15 544 -1,0	15 152 -2,5	15 928 5,1	17 288 8,5	14 638 -4,5	15 539 6,2
Intérêts et revenus divers de placements	68 756 4,8	72 056 4,8	72 492 0,6	72 756 0,4	75 196 3,4	82 048 9,1	66 421 8,4	71 515 7,7
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	116 52,6	152 31,0	56 -63,2	116 107,1	1 352 1 065,5	2 632 94,7	-154 ...	110 ...
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	88 928 1,5	90 120 1,3	90 660 0,6	91 744 1,2	92 780 1,1	94 360 1,7	86 540 3,1	90 363 4,4
Ajustement de la valeur des stocks	-988 ...	7 024 ...	3 488 ...	3 564 ...	-1 484 ...	-4 388 ...	-2 407 ...	3 272 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	66 744 1,9	67 484 1,1	68 424 1,4	69 032 0,9	69 952 1,3	70 740 1,1	64 580 4,4	67 921 5,2
Produit intérieur net aux prix de base	1 214 852 2,6	1 241 664 2,2	1 244 672 0,2	1 260 044 1,2	1 277 972 1,4	1 313 576 2,8	1 169 650 6,0	1 240 308 6,0
Impôts moins subventions, sur produits	96 532 2,3	99 568 3,1	100 076 0,5	101 536 1,5	95 656 -5,8	96 676 1,1	96 260 2,8	99 428 3,3
Provisions pour consommation de capital	191 408 1,5	194 024 1,4	196 632 1,3	198 852 1,1	201 716 1,4	204 668 1,5	185 206 5,3	195 229 5,4
Divergence statistique	1 064 ...	1 292 ...	456 ...	-88 ...	724 ...	1 308 ...	-626 ...	681 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 503 856 2,5	1 536 548 2,2	1 541 836 0,3	1 560 344 1,2	1 576 068 1,0	1 616 228 2,5	1 450 490 5,7	1 535 646 5,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	830 928	847 900	857 272	874 980	884 432	897 172	803 260	852 770
	1,8	2,0	1,1	2,1	1,1	1,4	5,8	6,2
Biens durables	108 964	112 596	111 672	112 908	115 192	113 556	105 904	111 535
	1,2	3,3	-0,8	1,1	2,0	-1,4	6,2	5,3
Biens semi-durables	68 580	69 276	70 424	70 792	70 884	72 012	66 553	69 768
	2,1	1,0	1,7	0,5	0,1	1,6	6,0	4,8
Biens non durables	200 144	205 488	205 628	209 952	212 568	217 724	194 868	205 303
	2,9	2,7	0,1	2,1	1,2	2,4	4,1	5,4
Services	453 240	460 540	469 548	481 328	485 788	493 880	435 935	466 164
	1,4	1,6	2,0	2,5	0,9	1,7	6,4	6,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	290 196	296 108	296 028	303 556	307 644	313 280	278 922	296 472
	2,3	2,0	-0,0	2,5	1,3	1,8	7,2	6,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	43 696	45 380	46 696	47 072	48 692	50 380	40 899	45 711
	3,4	3,9	2,9	0,8	3,4	3,5	10,7	11,8
Investissement des administrations publiques en stocks	8	-60	96	16	148	-32	-41	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	297 400	300 648	303 284	305 428	306 488	308 464	283 082	301 690
	2,1	1,1	0,9	0,7	0,3	0,6	10,9	6,6
Bâtiments résidentiels	104 592	107 928	110 372	112 012	109 924	109 432	98 473	108 726
	4,5	3,2	2,3	1,5	-1,9	-0,4	9,7	10,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	192 808	192 720	192 912	193 416	196 564	199 032	184 609	192 964
	0,8	-0,0	0,1	0,3	1,6	1,3	11,5	4,5
Ouvrages non résidentiels	89 204	88 884	88 600	88 892	90 644	92 808	84 756	88 895
	0,5	-0,4	-0,3	0,3	2,0	2,4	16,8	4,9
Machines et matériel	103 604	103 836	104 312	104 524	105 920	106 224	99 853	104 069
	1,0	0,2	0,5	0,2	1,3	0,3	7,3	4,2
Investissement des entreprises en stocks	2 760	1 784	19 740	14 940	-1 440	5 100	8 093	9 806
Non agricoles	3 912	2 820	21 244	16 108	152	6 056	8 831	11 021
Agricultures	-1 152	-1 036	-1 504	-1 168	-1 592	-956	-738	-1 215
Exportations de biens et services	545 448	542 912	526 240	513 872	535 896	571 332	522 698	532 118
	2,7	-0,5	-3,1	-2,4	4,3	6,6	0,7	1,8
Biens	476 444	473 112	458 036	444 612	467 756	502 624	453 733	463 051
	3,1	-0,7	-3,2	-2,9	5,2	7,5	0,8	2,1
Services	69 004	69 800	68 204	69 260	68 140	68 708	68 965	69 067
	-0,5	1,2	-2,3	1,5	-1,6	0,8	0,3	0,1
Moins : Importations de biens et services	505 516	496 832	507 064	499 608	505 068	528 164	487 048	502 255
	1,4	-1,7	2,1	-1,5	1,1	4,6	4,1	3,1
Biens	421 120	410 508	420 416	407 984	415 948	436 884	404 250	415 007
	1,8	-2,5	2,4	-3,0	2,0	5,0	4,2	2,7
Services	84 396	86 324	86 648	91 624	89 120	91 280	82 798	87 248
	-0,2	2,3	0,4	5,7	-2,7	2,4	3,4	5,4
Divergence statistique	-1 064	-1 292	-456	88	-724	-1 304	625	-681
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 503 856	1 536 548	1 541 836	1 560 344	1 576 068	1 616 228	1 450 490	1 535 646
	2,5	2,2	0,3	1,2	1,0	2,5	5,7	5,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 462 220</i>	<i>1 490 036</i>	<i>1 503 280</i>	<i>1 531 036</i>	<i>1 547 256</i>	<i>1 569 296</i>	<i>1 406 163</i>	<i>1 496 643</i>
	2,0	1,9	0,9	1,8	1,1	1,4	7,2	6,4

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	772 440	783 339	791 358	805 760	812 020	816 948	754 179	788 224
	0,9	1,4	1,0	1,8	0,8	0,6	4,3	4,5
Biens durables	114 076	118 141	117 732	120 975	125 976	125 612	109 929	117 731
	1,1	3,6	-0,3	2,8	4,1	-0,3	7,6	7,1
Biens semi-durables	70 887	71 353	72 813	73 353	74 368	75 767	68 258	72 102
	2,3	0,7	2,0	0,7	1,4	1,9	7,3	5,6
Biens non durables	171 935	174 151	175 116	176 803	176 887	177 087	168 977	174 501
	1,3	1,3	0,6	1,0	0,0	0,1	1,3	3,3
Services	417 178	421 615	427 570	436 709	437 717	441 438	408 282	425 768
	0,5	1,1	1,4	2,1	0,2	0,9	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	253 550	255 245	259 691	263 357	264 947	268 269	248 777	257 961
	0,7	0,7	1,7	1,4	0,6	1,3	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	39 437	40 528	41 738	41 839	42 648	42 906	37 939	40 886
	1,8	2,8	3,0	0,2	1,9	0,6	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks	12	-52	84	12	124	-28	-33	14

Formation brute de capital fixe des entreprises	268 015	270 610	273 631	276 471	275 661	274 044	263 320	272 182
	0,5	1,0	1,1	1,0	-0,3	-0,6	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	79 768	80 682	81 506	81 879	80 466	79 661	78 602	80 959
	2,7	1,1	1,0	0,5	-1,7	-1,0	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	190 104	191 759	194 002	196 668	197 714	197 009	186 514	193 133
	-0,7	0,9	1,2	1,4	0,5	-0,4	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	69 849	68 466	67 717	67 119	67 660	67 378	68 577	68 288
	-0,8	-2,0	-1,1	-0,9	0,8	-0,4	8,9	-0,4
Machines et matériel	121 000	125 093	129 023	133 323	133 721	133 315	118 649	127 110
	-0,6	3,4	3,1	3,3	0,3	-0,3	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks	5 997	5 681	20 480	20 565	2 854	8 395	10 766	13 181

Non agricoles	5 776	5 185	19 931	19 351	1 861	6 716	9 956	12 561

Agricultures	-799	-480	-687	-9	-172	495	-162	-494

Exportations de biens et services	509 189	512 307	510 840	501 112	495 955	488 478	503 322	508 362
	0,2	0,6	-0,3	-1,9	-1,0	-1,5	0,6	1,0
Biens	445 870	448 340	448 299	437 942	434 807	427 567	438 898	445 113
	0,4	0,6	-0,0	-2,3	-0,7	-1,7	0,9	1,4
Services	63 389	64 030	62 660	63 165	61 217	60 984	64 436	63 311
	-1,5	1,0	-2,1	0,8	-3,1	-0,4	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	548 079	554 726	581 348	593 526	579 696	583 004	539 784	569 420
	0,3	1,2	4,8	2,1	-2,3	0,6	4,6	5,5
Biens	459 421	462 301	486 822	490 885	482 510	486 360	450 512	474 857
	0,4	0,6	5,3	0,8	-1,7	0,8	5,0	5,4
Services	88 844	92 501	94 728	102 462	97 210	96 728	89 387	94 634
	-0,6	4,1	2,4	8,2	-5,1	-0,5	2,9	5,9
Divergence statistique	-924	-1 109	-392	75	-609	-1 071	554	-588

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 305 843	1 318 339	1 325 934	1 328 606	1 326 106	1 327 118	1 284 819	1 319 681
	1,0	1,0	0,6	0,2	-0,2	0,1	3,1	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 332 472</i>	<i>1 348 646</i>	<i>1 365 422</i>	<i>1 386 354</i>	<i>1 394 182</i>	<i>1 401 132</i>	<i>1 303 313</i>	<i>1 358 224</i>
	0,8	1,2	1,2	1,5	0,6	0,5	4,8	4,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,8	5,8	4,2	7,5	3,1	2,4	4,3	4,5
Biens durables	4,6	15,0	-1,4	11,5	17,6	-1,2	7,6	7,1
Biens semi-durables	9,4	2,7	8,4	3,0	5,7	7,7	7,3	5,6
Biens non durables	5,1	5,3	2,2	3,9	0,2	0,5	1,3	3,3
Services	2,2	4,3	5,8	8,8	0,9	3,4	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,0	2,7	7,2	5,8	2,4	5,1	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7,2	11,5	12,5	1,0	8,0	2,4	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	52	-64	136	-72	112	-152	-57	47
Formation brute de capital fixe des entreprises	1,9	3,9	4,5	4,2	-1,2	-2,3	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	11,0	4,7	4,1	1,8	-6,7	-3,9	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	-2,6	3,5	4,8	5,6	2,1	-1,4	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	-3,1	-7,7	-4,3	-3,5	3,3	-1,7	8,9	-0,4
Machines et matériel	-2,2	14,2	13,2	14,0	1,2	-1,2	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks[2]	4 487	-316	14 799	85	-17 711	5 541	-2 034	2 415
Non agricoles[2]	5 014	-591	14 746	-580	-17 490	4 855	-378	2 605
Agricoles[2]	-760	319	-207	678	-163	667	-2 180	-332
Exportations de biens et services	0,8	2,5	-1,1	-7,4	-4,1	-5,9	0,6	1,0
Biens	1,8	2,2	-0,0	-8,9	-2,8	-6,5	0,9	1,4
Services	-5,8	4,1	-8,3	3,3	-11,8	-1,5	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	1,1	4,9	20,6	8,6	-9,0	2,3	4,6	5,5
Biens	1,8	2,5	23,0	3,4	-6,7	3,2	5,0	5,4
Services	-2,5	17,5	10,0	36,9	-19,0	-2,0	2,9	5,9
Divergence statistique[2]	-1 114	-185	717	467	-684	-462	93	-1 141
Produit intérieur brut aux prix du marché	4,1	3,9	2,3	0,8	-0,8	0,3	3,1	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>3,3</i>	<i>4,9</i>	<i>5,1</i>	<i>6,3</i>	<i>2,3</i>	<i>2,0</i>	<i>4,8</i>	<i>4,2</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,518	0,777	0,566	1,008	0,434	0,338	2,358	2,513
Biens durables	0,083	0,256	-0,025	0,197	0,294	-0,021	0,540	0,511
Biens semi-durables	0,103	0,030	0,092	0,034	0,062	0,083	0,327	0,256
Biens non durables	0,167	0,172	0,074	0,129	0,006	0,015	0,182	0,446
Services	0,164	0,319	0,425	0,649	0,071	0,260	1,309	1,301
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,142	0,129	0,333	0,271	0,117	0,242	0,712	0,716
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,051	0,080	0,088	0,007	0,058	0,019	0,181	0,220
Investissement des administrations publiques en stocks	0,004	-0,004	0,010	-0,005	0,008	-0,011	-0,005	0,004
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,096	0,190	0,218	0,203	-0,057	-0,113	1,330	0,666
Bâtiments résidentiels	0,181	0,080	0,072	0,033	-0,123	-0,069	0,147	0,210
Ouvrages non résidentiels et équipement	-0,085	0,110	0,146	0,170	0,066	-0,044	1,182	0,456
Ouvrages non résidentiels	-0,047	-0,118	-0,064	-0,051	0,046	-0,024	0,482	-0,023
Machines et matériel	-0,039	0,228	0,210	0,221	0,020	-0,020	0,700	0,480
Investissement des entreprises en stocks	0,299	-0,021	0,939	0,002	-1,107	0,349	-0,173	0,154
Non agricoles	0,341	-0,040	0,950	-0,038	-1,099	0,305	-0,029	0,187
Agricoles	-0,042	0,018	-0,011	0,040	-0,008	0,044	-0,143	-0,033
Exportations de biens et services	0,069	0,220	-0,099	-0,645	-0,345	-0,528	0,223	0,362
Biens	0,139	0,174	-0,002	-0,681	-0,208	-0,511	0,284	0,442
Services	-0,070	0,046	-0,097	0,036	-0,137	-0,016	-0,061	-0,080
Moins : Importations de biens et services	0,090	0,400	1,533	0,675	-0,755	0,184	1,524	1,834
Biens	0,125	0,173	1,399	0,223	-0,452	0,212	1,358	1,504
Services	-0,036	0,228	0,134	0,452	-0,303	-0,028	0,166	0,330
Divergence statistique	-0,086	-0,014	0,054	0,035	-0,051	-0,035	0,008	-0,089
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,003	0,957	0,576	0,202	-0,188	0,076	3,110	2,713
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,806</i>	<i>1,177</i>	<i>1,206</i>	<i>1,490</i>	<i>0,552</i>	<i>0,486</i>	<i>4,580</i>	<i>4,116</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	107,6 0,8	108,2 0,6	108,3 0,1	108,6 0,3	108,9 0,3	109,8 0,8	106,5 1,5	108,2 1,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	114,5 1,6	116,0 1,3	114,0 -1,7	115,3 1,1	116,1 0,7	116,8 0,6	112,1 3,3	115,0 2,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	110,8 1,6	112,0 1,1	111,9 -0,1	112,5 0,5	114,2 1,5	117,4 2,8	107,8 3,8	111,8 3,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	111,0 1,6	111,1 0,1	110,8 -0,3	110,5 -0,3	111,2 0,6	112,6 1,3	107,5 3,5	110,9 3,1
Exportations de biens et services	107,1 2,5	106,0 -1,0	103,0 -2,8	102,5 -0,5	108,1 5,5	117,0 8,2	103,8 0,1	104,7 0,8
Importations de biens et services	92,2 1,1	89,6 -2,8	87,2 -2,7	84,2 -3,4	87,1 3,4	90,6 4,0	90,2 -0,5	88,3 -2,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	115,2 1,6	116,6 1,2	116,3 -0,3	117,4 0,9	118,8 1,2	121,8 2,5	112,9 2,5	116,4 3,1
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>109,7</i> <i>1,1</i>	<i>110,5</i> <i>0,7</i>	<i>110,1</i> <i>-0,4</i>	<i>110,4</i> <i>0,3</i>	<i>111,0</i> <i>0,5</i>	<i>112,0</i> <i>0,9</i>	<i>107,9</i> <i>2,3</i>	<i>110,2</i> <i>2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Section C

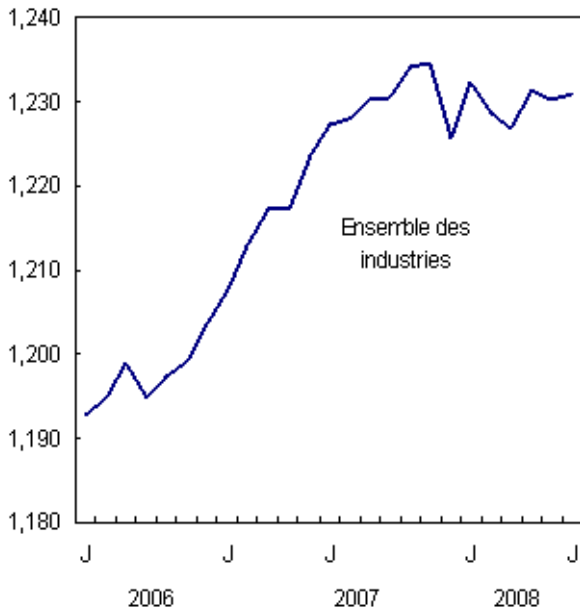
PIB par industrie

Juin 2008

Le produit intérieur brut réel a progressé de 0,1 % en juin après un repli de 0,1 % en mai et une croissance de 0,4 % en avril. Des hausses ont été observées dans la construction, le commerce de gros, le secteur public et les services de transport, alors que les secteurs de l'extraction de gaz naturel, de la fabrication et de la foresterie se sont contractés. Le secteur de la finance et des assurances et certaines industries liées au tourisme sont demeurés inchangés.

Graphique C.11
Légère croissance de l'activité économique

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



Le secteur de la construction progresse

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en juin. La forte croissance des travaux de génie et de réparation (+1,1 %) et la légère hausse de la construction de bâtiments résidentiels ont plus que dépassé le repli de 1,4 % de la construction de bâtiments non résidentiels. Dans le secteur résidentiel, la construction d'appartements et de maisons jumelées a gagné du terrain, tandis que la construction de maisons individuelles et en rangée, de même que les travaux d'amélioration et de modification en ont perdu. La construction de bâtiments commerciaux, industriels et institutionnels s'est repliée en juin, ce qui a renforcé la tendance à la baisse.

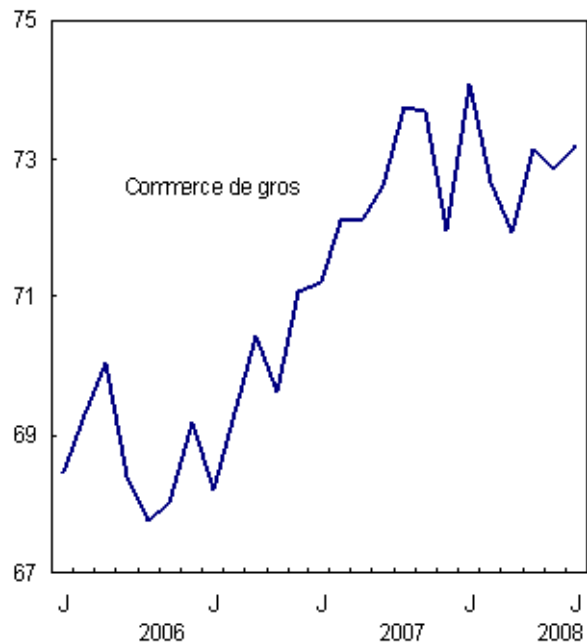
Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont poursuivi leur mouvement à la baisse, reflétant la faiblesse du marché immobilier amorcée en décembre 2007.

Le commerce de gros et le commerce de détail prennent de l'expansion

L'activité dans le commerce de gros s'est accrue de 0,5 % en juin. Des hausses appréciables d'activité ont été enregistrées par les grossistes de produits automobiles, de produits alimentaires et de matériaux de construction. En revanche, il y a eu un recul du volume des activités du commerce de gros de produits divers (qui comprennent principalement les produits agricoles, les produits chimiques, les matériaux recyclés et les produits en papier), ainsi que de celui des ordinateurs et autres appareils électroniques.

Graphique C.12
Progression du commerce de gros

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



La valeur ajoutée dans le commerce de détail a augmenté de 0,1 %. La hausse du volume des activités dans les supermarchés et les magasins de souliers de même que l'augmentation du volume des ventes de boissons alcoolisées ont donné un élan au secteur. On note, par contre, un relâchement de l'activité chez les concessionnaires de voitures neuves et d'occasion, et dans les stations-service.

Baisse de la production du secteur de l'énergie

La production du secteur de l'énergie a diminué de 0,6 % en juin. Les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont chuté de 1,6 % en raison du repli de l'extraction de gaz naturel.

L'entreposage de gaz naturel au Canada a augmenté pour un deuxième mois consécutif, les installations ayant reconstitué leurs stocks. Les stocks américains ont légèrement diminué en juin. La distribution de gaz naturel s'est repliée, tandis que le transport par pipeline a crû de 3,1 %.

L'industrie du forage à forfait a montré de la vigueur en juin, ses activités s'étant intensifiées après quatre mois de déclin. Le taux d'utilisation des installations de forage disponibles a dépassé le taux observé au même mois l'an dernier. En outre, la production d'électricité enregistre une légère hausse de 0,2 %.

La production du secteur de l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, a augmenté de 0,7 % en juin. Les mines de métal tout comme les mines non métalliques ont accru leur production.

Le secteur de la fabrication en légère baisse

La production du secteur de la fabrication s'est repliée de 0,1 % en juin. Le recul de la fabrication de biens non durables a éclipsé la progression de la fabrication de biens durables. L'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien et celle des produits en papier ont fléchi. Toutefois, la production de véhicules automobiles a rebondi après s'être contractée en mai. La fabrication de machines était à la hausse.

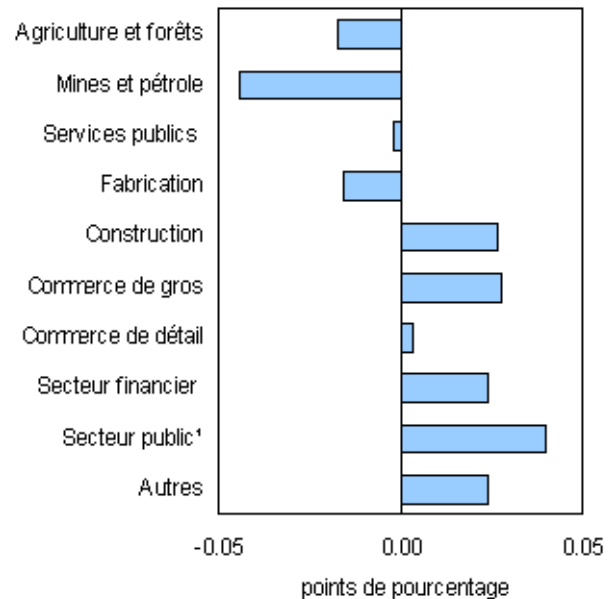
Malgré la faible baisse en juin, l'industrie des produits du pétrole et du charbon a maintenu un niveau de production élevé après la fin des travaux d'entretien et de réparation effectués dans certaines raffineries plus tôt cette année.

Le secteur de la finance et des assurances reste inchangé

Le secteur de la finance et des assurances est resté inchangé en juin. Les services bancaires ont légèrement progressé au cours du mois, tandis que le niveau des activités dans les assurances et dans l'intermédiation financière hors dépôts a diminué. Enfin, les activités de courtage de valeurs mobilières ont diminué suite à une baisse sensible des ventes de fonds communs de placement.

Graphique C.13

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale, juin 2008



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Autres industries

La baisse du nombre de voyageurs séjournant une nuit ou plus en provenance des États-Unis et d'autres pays pourrait expliquer la stagnation du secteur de l'hébergement et des services de restauration au cours du mois de juin.

L'activité dans la foresterie a chuté de 3,4 %, ce secteur ayant continué de souffrir de la faiblesse de la demande internationale pour ses produits.

Deuxième trimestre de 2008

Le produit intérieur brut réel a connu une légère hausse de 0,1 % au deuxième trimestre de 2008, après s'être replié de 0,2 % au premier trimestre. Les industries de production de biens ont poursuivi leur mouvement de déclin amorcé au troisième trimestre de 2007, sous l'effet de la faiblesse persistante de la demande extérieure. La production du secteur des services, en revanche, a continué de croître.

La production du secteur des services a augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre, les hausses les plus importantes ayant été signalées dans le secteur public et dans les secteurs de la finance et des assurances, de l'hébergement, du commerce de détail et du transport. Le repli du secteur de la production de biens de 1,0 % a été attribuable aux fortes baisses dans le secteur de l'énergie, notamment dans le cas de la production de gaz naturel, et au déclin continu du secteur de la fabrication, bien que ce mouvement ait été nettement moins marqué qu'au cours des trimestres précédents.

Le secteur public a poursuivi son ascension, ses trois composantes (administrations publiques, santé et services sociaux, ainsi que les services d'enseignement) ayant progressé. L'intensification de l'activité des banques et sur les marchés financiers a contribué à l'essor du secteur de la finance au cours du trimestre. La croissance du secteur de l'hébergement a bénéficié de l'augmentation du nombre de voyageurs internationaux au Canada séjournant une nuit ou plus. La valeur ajoutée dans le commerce de détail s'est accrue de 0,7 %, malgré la réduction du volume des ventes de voitures neuves et d'occasion. Les magasins d'ordinateurs et d'appareils électroniques ménagers ont signalé une forte augmentation de leurs activités.

Au deuxième trimestre, le secteur de l'énergie s'est contracté de 2,3 %, en raison du recul de la production de gaz naturel et d'une baisse considérable des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière. Les exportations de gaz naturel ont fortement reculé au deuxième trimestre. La production du secteur de l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, a augmenté de 2,0 %; des hausses ont été relevées dans les mines de métal comme dans les mines non métalliques. La production d'électricité a fléchi de 1,3 %, le temps frais au printemps ayant réduit la demande.

La valeur ajoutée dans le secteur de la fabrication a continué de diminuer au deuxième trimestre de 2008, en baisse de 0,6 %. Ce fléchissement a été encore attribuable aux industries des produits en bois et du matériel de transport, très fortement axées sur les exportations. Après avoir accusé des baisses importantes ces derniers trimestres, particulièrement au premier, la production de véhicules automobiles a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre, mais est restée bien en deçà du niveau enregistré en 2007. La fabrication de pièces pour véhicules automobiles s'est repliée pour un quatrième trimestre d'affilée. La production de l'industrie canadienne des véhicules automobiles a considérablement fluctué au cours des derniers mois, dans le sillage des fermetures à des fins de contrôle des stocks et de renouvellement de l'outillage, d'une grève de deux mois chez un fournisseur de pièces établi aux États-Unis et de l'évolution de la demande imputable principalement aux coûts élevés de l'essence.

Le secteur de la construction a fléchi au deuxième trimestre en raison du repli de la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels. Certains détaillants, grossistes et sous-secteurs de la fabrication ont aussi subi les contrecoups du ralentissement des activités dans la construction.

Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Novembre 2007	Décembre 2007	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008	Mai 2008	Jun 2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Ensemble des industries	1 234 378	1 225 573	1 232 407	1 228 689	1 226 711	1 231 372	1 230 006	1 230 832
	0,0	-0,7	0,6	-0,3	-0,2	0,4	-0,1	0,1
Industries productrices de biens	377 388	370 391	371 980	369 946	366 164	367 171	365 257	364 635
	-0,4	-1,9	0,4	-0,5	-1,0	0,3	-0,5	-0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	26 785	26 583	26 421	26 391	26 732	26 693	26 421	26 186
	-0,3	-0,8	-0,6	-0,1	1,3	-0,1	-1,0	-0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	57 830	57 055	57 404	57 146	56 822	56 226	55 600	55 219
	-0,4	-1,3	0,6	-0,4	-0,6	-1,0	-1,1	-0,7
Services publics	31 841	31 618	31 376	31 323	31 455	31 265	30 822	30 801
	0,4	-0,7	-0,8	-0,2	0,4	-0,6	-1,4	-0,1
Construction	77 522	77 492	77 589	77 758	77 596	77 056	77 368	77 696
	0,1	-0,0	0,1	0,2	-0,2	-0,7	0,4	0,4
Fabrication	183 312	177 333	178 837	176 922	173 010	175 806	175 070	174 869
	-0,7	-3,3	0,8	-1,1	-2,2	1,6	-0,4	-0,1
Industries productrices de services	858 002	856 409	861 689	860 048	862 012	865 691	866 315	867 808
	0,2	-0,2	0,6	-0,2	0,2	0,4	0,1	0,2
Commerce de gros	73 694	71 949	74 060	72 668	71 926	73 125	72 844	73 195
	-0,1	-2,4	2,9	-1,9	-1,0	1,7	-0,4	0,5
Commerce de détail	74 355	74 401	75 196	74 720	74 861	75 375	75 477	75 517
	0,7	0,1	1,1	-0,6	0,2	0,7	0,1	0,1
Transport et entreposage	56 871	56 190	56 657	56 343	56 729	57 033	56 953	57 142
	0,4	-1,2	0,8	-0,6	0,7	0,5	-0,1	0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 639	44 761	44 509	44 491	44 718	44 777	44 734	44 718
	0,1	0,3	-0,6	-0,0	0,5	0,1	-0,1	-0,0
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	243 195	243 566	244 498	244 453	245 567	246 262	246 172	246 474
	0,3	0,2	0,4	-0,0	0,5	0,3	-0,0	0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	57 946	57 913	57 916	57 884	57 903	57 952	57 965	58 035
	0,4	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Services administratifs et gestion des déchets	32 166	32 225	32 284	32 329	32 364	32 355	32 377	32 389
	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	-0,0	0,1	0,0
Services d'enseignement	58 221	58 348	58 490	58 612	58 818	58 977	59 147	59 309
	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3
Soins de santé et assistance sociale	77 442	77 652	77 876	78 051	78 262	78 447	78 626	78 840
	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Arts, spectacles et loisirs	11 878	11 593	11 725	11 753	11 710	11 739	11 966	11 941
	1,0	-2,4	1,1	0,2	-0,4	0,2	1,9	-0,2
Hébergement et services de restauration	27 823	27 797	28 208	28 225	28 336	28 635	28 789	28 801
	-0,5	-0,1	1,5	0,1	0,4	1,1	0,5	0,0
Autres services, sauf les administrations publiques	31 239	31 305	31 389	31 457	31 517	31 548	31 605	31 668
	0,0	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Administrations publiques	68 613	68 772	68 959	69 126	69 365	69 541	69 720	69 842
	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
Autres agrégations								
Production industrielle	273 892	267 243	268 841	266 717	262 881	264 406	262 470	261 753
	-0,5	-2,4	0,6	-0,8	-1,4	0,6	-0,7	-0,3
Fabrication de biens non durables	71 706	70 752	70 538	69 749	68 790	69 664	69 577	69 190
	0,3	-1,3	-0,3	-1,1	-1,4	1,3	-0,1	-0,6
Fabrication de biens durables	111 830	106 736	108 490	107 365	104 381	106 315	105 656	105 856
	-1,4	-4,6	1,6	-1,0	-2,8	1,9	-0,6	0,2
Secteur des entreprises	1 039 782	1 030 639	1 036 870	1 032 700	1 030 112	1 034 240	1 032 413	1 032 738
	0,0	-0,9	0,6	-0,4	-0,3	0,4	-0,2	0,0
Secteur non commercial	194 506	194 875	195 471	195 940	196 578	197 106	197 580	198 086
	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3
Secteur des TIC, total	57 440	57 486	57 599	57 538	57 643	58 101	58 235	58 127
	-0,0	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,8	0,2	-0,2
Secteur de l'énergie	87 249	86 065	86 819	85 917	85 688	84 937	83 991	83 520
	0,1	-1,4	0,9	-1,0	-0,3	-0,9	-1,1	-0,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Industries productrices de biens	378 381	380 273	379 306	375 532	369 363	365 688	375 489	378 373
	1,3	0,5	-0,3	-1,0	-1,6	-1,0	1,2	0,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27 546	27 129	26 886	26 745	26 515	26 433	27 847	27 077
	0,6	-1,5	-0,9	-0,5	-0,9	-0,3	-2,1	-2,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	58 148	58 634	58 944	57 640	57 124	55 682	57 174	58 342
	1,7	0,8	0,5	-2,2	-0,9	-2,5	2,0	2,0
Services publics	30 518	31 388	31 042	31 728	31 385	30 963	30 128	31 169
	2,3	2,9	-1,1	2,2	-1,1	-1,3	-1,4	3,5
Construction	76 274	76 503	77 270	77 491	77 648	77 373	74 087	76 885
	1,0	0,3	1,0	0,3	0,2	-0,4	8,1	3,8
Fabrication	185 897	186 452	184 726	181 772	176 256	175 248	186 631	184 712
	1,3	0,3	-0,9	-1,6	-3,0	-0,6	-1,0	-1,0
Industries productrices de services	834 632	843 062	850 966	856 815	861 250	866 605	818 862	846 369
	0,9	1,0	0,9	0,7	0,5	0,6	3,8	3,4
Commerce de gros	69 304	70 622	72 281	73 131	72 885	73 055	68 383	71 335
	1,5	1,9	2,4	1,2	-0,3	0,2	7,1	4,3
Commerce de détail	71 264	72 874	73 321	74 200	74 926	75 456	69 015	72 915
	2,0	2,3	0,6	1,2	1,0	0,7	6,0	5,7
Transport et entreposage	55 952	56 189	56 791	56 575	56 576	57 043	55 501	56 377
	0,5	0,4	1,1	-0,4	0,0	0,8	3,2	1,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 776	44 085	44 280	44 666	44 573	44 743	43 147	44 202
	0,3	0,7	0,4	0,9	-0,2	0,4	3,1	2,4
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	236 635	239 111	241 362	243 108	244 839	246 303	230 362	240 054
	1,1	1,0	0,9	0,7	0,7	0,6	3,8	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	56 564	57 175	57 578	57 865	57 901	57 984	55 377	57 296
	0,8	1,1	0,7	0,5	0,1	0,1	2,9	3,5
Services administratifs et gestion des déchets	31 165	31 519	31 828	32 154	32 326	32 374	30 524	31 666
	0,6	1,1	1,0	1,0	0,5	0,1	6,1	3,7
Services d'enseignement	56 934	57 339	57 780	58 232	58 640	59 144	56 221	57 571
	0,6	0,7	0,8	0,8	0,7	0,9	2,2	2,4
Soins de santé et assistance sociale	75 979	76 556	77 003	77 472	78 063	78 638	74 780	76 753
	0,8	0,8	0,6	0,6	0,8	0,7	2,7	2,6
Arts, spectacles et loisirs	11 624	11 706	11 779	11 743	11 729	11 882	11 410	11 713
	0,5	0,7	0,6	-0,3	-0,1	1,3	4,3	2,7
Hébergement et services de restauration	27 638	27 363	27 863	27 860	28 256	28 742	27 365	27 681
	-0,9	-1,0	1,8	-0,0	1,4	1,7	3,6	1,2
Autres services, sauf les administrations publiques	30 571	30 777	31 010	31 257	31 454	31 607	30 072	30 904
	0,6	0,7	0,8	0,8	0,6	0,5	2,5	2,8
Administrations publiques	67 283	67 813	68 169	68 625	69 150	69 701	66 758	67 973
	0,7	0,8	0,5	0,7	0,8	0,8	2,2	1,8
Autres agrégations								
Production industrielle	275 390	277 376	275 917	272 139	266 146	262 876	274 357	275 205
	1,5	0,7	-0,5	-1,4	-2,2	-1,2	-0,2	0,3
Fabrication de biens non durables	72 704	73 181	72 743	71 327	69 692	69 477	74 329	72 489
	-0,9	0,7	-0,6	-1,9	-2,3	-0,3	-1,9	-2,5
Fabrication de biens durables	113 420	113 486	112 187	110 658	106 745	105 942	112 470	112 438
	2,7	0,1	-1,1	-1,4	-3,5	-0,8	-0,3	-0,0
Secteur des entreprises	1 021 375	1 030 279	1 035 934	1 036 670	1 033 227	1 033 130	1 005 146	1 031 065
	1,1	0,9	0,5	0,1	-0,3	-0,0	3,0	2,6
Secteur non commercial	190 947	192 297	193 408	194 540	195 996	197 591	188 687	192 798
	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	2,3	2,2
Secteur des TIC, total	55 886	56 717	57 003	57 458	57 593	58 154	54 485	56 766
	1,3	1,5	0,5	0,8	0,2	1,0	4,3	4,2
Secteur de l'énergie	86 578	87 775	87 680	86 837	86 141	84 149	85 876	87 218
	1,9	1,4	-0,1	-1,0	-0,8	-2,3	1,0	1,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Section D

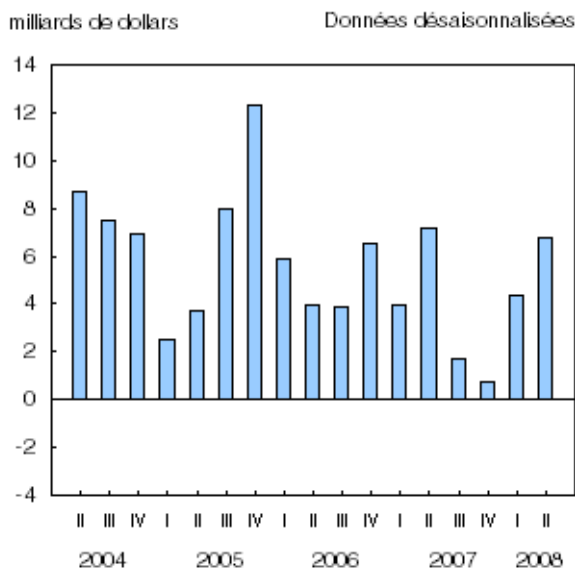
Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2008

L'excédent du compte courant avec le reste du monde (après désaisonnalisation) a encore augmenté pour s'établir à 6,8 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2008, en raison surtout des exportations de biens. Cette progression s'explique principalement par la hausse des prix de plusieurs produits exportés, de sorte que l'excédent au chapitre des biens a atteint 16,4 milliards de dollars. Les transactions au chapitre des services et des revenus de placement ont eu un effet atténuant sur la hausse de la balance du compte courant au deuxième trimestre.

Les opérations nettes dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé) ont été plus modérées qu'au cours des trimestres précédents, les sorties de fonds excédant les entrées de fonds. Il y a eu une forte demande étrangère pour les titres canadiens, en particulier les obligations, et les investissements directs étrangers au Canada ont ralenti considérablement. Par ailleurs, les investisseurs canadiens sont demeurés peu portés vers les titres d'emprunt étrangers et ont continué à favoriser les actions, alors que les flux d'investissement direct canadien et d'autres investissements ont été plus modestes.

Graphique D.14
Le surplus du compte courant augmente de nouveau



L'excédent au chapitre des biens est soutenu par les prix plus élevés des produits de base

L'augmentation de la valeur des exportations a dépassé celle des importations pour le deuxième trimestre consécutif. C'est ainsi que l'excédent du deuxième trimestre de 2008 pour les biens a été le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 2005.

Encore une fois, l'accélération des prix de l'énergie expliquent principalement la forte valeur des ventes de biens à d'autres pays. Malgré une faible baisse du volume, la valeur des exportations de pétrole brut a augmenté de 3,0 milliards de dollars en raison de la forte progression des prix (+25 %). L'augmentation de la valeur des exportations du gaz naturel découle des prix qui ont fortement augmenté (+33 %) alors que le volume a diminué de 14 %. La valeur des exportations de charbon a plus que doublé au deuxième trimestre en raison de la forte demande internationale qui a influencé à la fois les prix et les volumes. Suite à la hausse de leurs prix, les exportations de produits forestiers ont progressé modestement pour la première fois depuis 2005. De leur côté, les produits de l'automobile poursuivaient leur régression malgré la hausse des exportations de voitures particulières. Il s'agit de la cinquième baisse consécutive des ventes de produits de l'automobile à l'étranger, de sorte que ces chiffres ont atteint un creux depuis le quatrième trimestre de 1996.

Note aux lecteurs

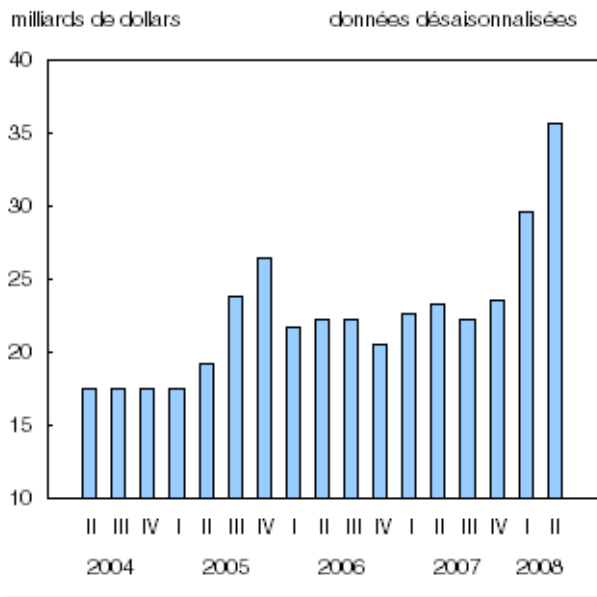
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents; elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

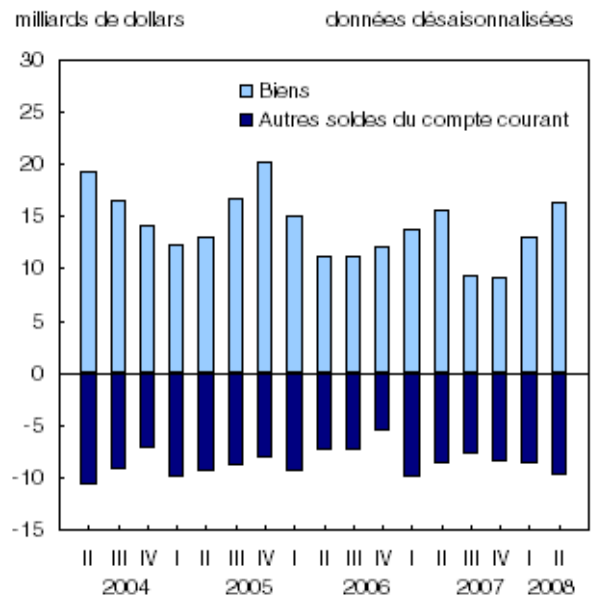
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Graphique D.15
La forte croissance des prix entraîne la valeur des exportations des produits énergétiques



Les importations de biens ont augmenté plus rapidement qu’au premier trimestre. Près de la moitié de cette augmentation est attribuable à la hausse des importations de pétrole brut en raison de l’augmentation à la fois des prix et des volumes.

Graphique D.16
Les déficits des services et des revenus de placements s’accroissent modérément



Le déficit au chapitre des services augmente, atténué par les voyages

Le déficit au chapitre des services a progressé légèrement, atténué par les voyages au deuxième trimestre. Au cours de la première moitié de 2008, les dépenses de voyage des Canadiens aux États-Unis, qui représentent environ 55 % des dépenses totales de voyage, ont diminué. Après avoir atteint un record au quatrième trimestre de 2007, le déficit au chapitre des voyages avec les États-Unis a régressé pour le deuxième trimestre consécutif, bien que la réduction ait été minime au cours du deuxième trimestre.

Les déficits au chapitre des services commerciaux et, dans une moindre mesure, des transports se sont creusés au cours du deuxième trimestre. Les paiements plus élevés aux fournisseurs étrangers de services financiers et de transport ont été la cause principale de l’accroissement de ces déficits.

Le déficit au chapitre des revenus de placement s'accroît

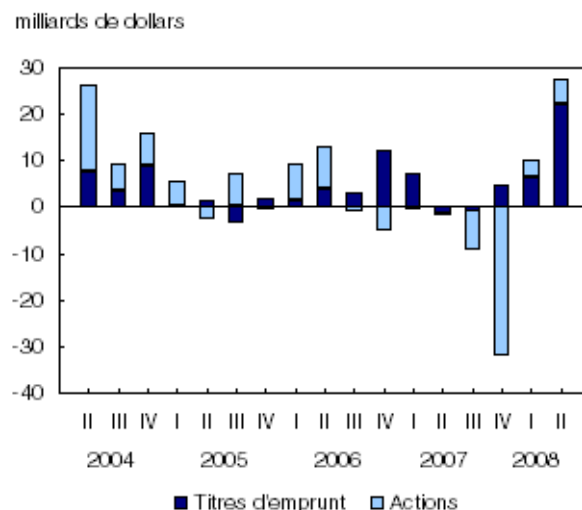
Au cours du deuxième trimestre de 2008, le déficit au chapitre des revenus de placement a augmenté car les paiements aux non-résidents ont progressé davantage que les rentrées de l'étranger. Les profits obtenus par les étrangers sur leurs investissements directs au Canada de même que les profits gagnés par les Canadiens provenant de leurs investissements directs à l'étranger ont grandement augmenté durant le deuxième trimestre. Des recettes d'intérêt plus faibles sur certains actifs nominés en devises étrangères ont ramené à la baisse les revenus sur les autres investissements. Alors que la hausse des paiements d'intérêt sur les obligations canadiennes était compatible avec la vigueur des achats étrangers d'obligations canadiennes depuis quelques trimestres, la hausse des intérêts reçus des titres étrangers reflétait les changements dans les rendements.

La demande étrangère de titres canadiens atteint un sommet

Les investissements en titres canadiens par des non-résidents ont atteint un montant sans précédent de 27,6 milliards de dollars au deuxième trimestre et ont été dominés par les investissements en titres d'emprunt. Les émetteurs canadiens, essentiellement les sociétés privées et les entreprises du gouvernement fédéral, ont été actifs sur les marchés mondiaux de titres d'emprunt, et les acquisitions étrangères d'obligations canadiennes (19,6 milliards de dollars) ont reflété cette situation. Parallèlement, la demande en instruments du marché monétaire canadien a rebondi (2,7 milliards de dollars), celle-ci étant partagée entre les effets du gouvernement fédéral et ceux des gouvernements provinciaux.

Graphique D.17

Investissement étranger inégalé en titres canadiens, alimenté par les obligations

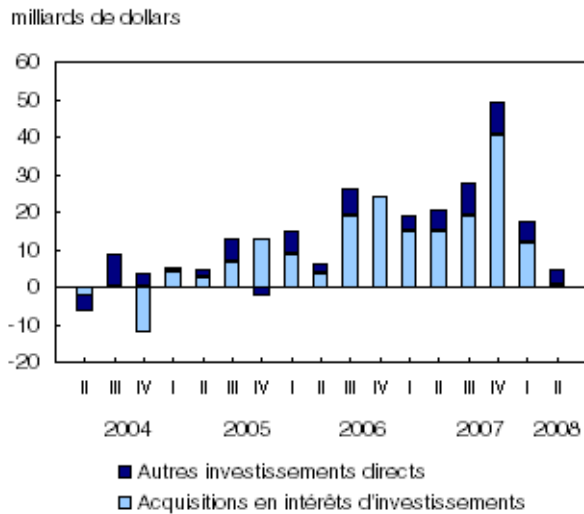


Les acquisitions étrangères d'actions canadiennes (5,4 milliards de dollars) ont augmenté pour un deuxième trimestre consécutif. Le marché boursier canadien était le seul des principaux marchés boursiers mondiaux à afficher une croissance cumulative annuelle à la fin de juin, propulsé par l'augmentation des prix de l'énergie et des produits de base.

Les investissements directs au Canada sont les plus faibles en trois ans

Les investissements directs étrangers au Canada ont beaucoup ralenti au deuxième trimestre (4,7 milliards de dollars) de sorte que la forte activité des quelques derniers trimestres ne s'est pas maintenue. Les acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs directs étrangers ont été négligeables au deuxième trimestre, après avoir ralenti au premier trimestre. Les flux d'investissements au cours du trimestre ont été composés de bénéfices réinvestis provenant de l'exploitation de sociétés affiliées au Canada, environ la moitié touchant le secteur canadien de l'énergie et des minéraux métalliques.

Graphique D.18
Le rythme soutenu des investissements directs étrangers au Canada n'est pas maintenu

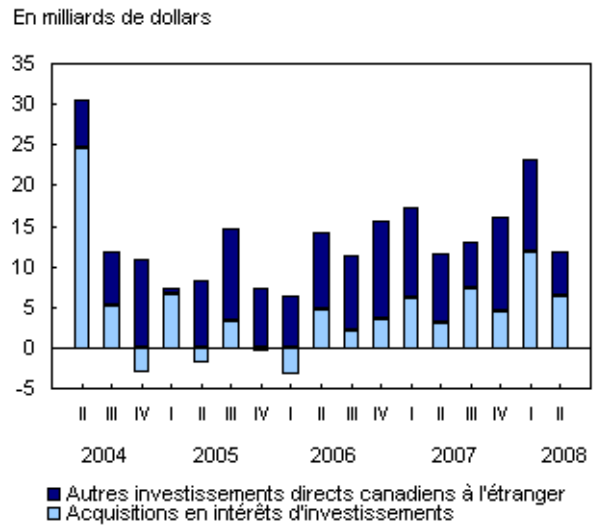


Les investissements directs canadiens à l'étranger perdent de la vigueur, mais dépassent les flux d'investissement entrant au pays

Les investissements directs canadiens à l'étranger (11,7 milliards de dollars) ont représenté environ la moitié des sorties enregistrées au premier trimestre. Les flux d'investissement vers les économies étrangères ont été le résultat d'acquisitions réalisées par des sociétés canadiennes à l'étranger de même que d'une augmentation des bénéfices gagnés et réinvestis dans les sociétés affiliées exploitées à l'étranger. Près de la moitié de ces investissements à l'étranger ont été réalisés dans le secteur de la finance et des assurances au cours du trimestre.

Bien qu'ils aient perdu de la vigueur, les investissements directs canadiens à l'étranger ont dépassé les investissements directs étrangers au Canada pour un deuxième trimestre consécutif, entraînant une sortie nette de capitaux de 7,1 milliards de dollars au compte de l'investissement direct au deuxième trimestre.

Graphique D.19
L'investissement direct canadien à l'étranger ralentit^[1]

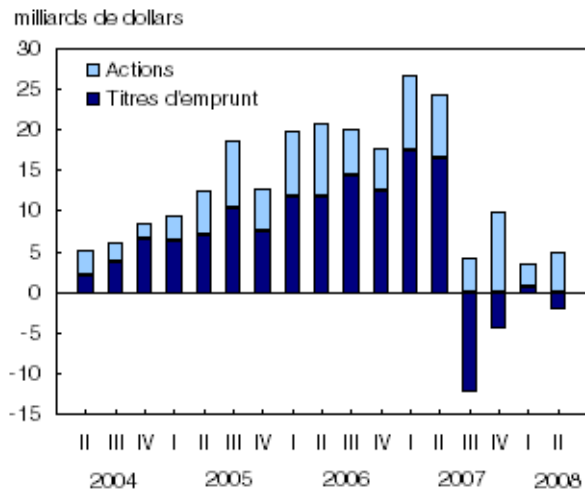


1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investisseurs canadiens continuent à favoriser les actions étrangères plutôt que les titres d'emprunt

Les Canadiens ont acquis des titres étrangers pour une valeur de 2,9 milliards de dollars au deuxième trimestre, ce qui constitue une baisse par rapport aux trimestres précédents. Les avoirs canadiens d'instruments d'emprunt étrangers ont diminué pendant que les Canadiens ajoutaient des actions étrangères à leur portefeuille pour un 21^e trimestre consécutif (4,8 milliards de dollars), surtout des actions autres qu'américaines.

Graphique D.20
Les investisseurs canadiens demeurent peu portés vers les titres d'emprunts étrangers^[1]



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

La plus grande partie du désinvestissement au cours du trimestre s'explique par les ventes nettes d'effets de court terme étrangers et les remboursements nets d'obligations feuille d'érable, soit les obligations étrangères libellées en dollars canadiens. Le premier semestre de 2008 a enregistré une réduction des avoirs en titres d'emprunt étrangers de 1,4 milliard de dollars, ce qui contraste avec les importants investissements nets réalisés au cours de la même période en 2007, soit avant que les répercussions liées à la crise mondiale du crédit ne se manifestent.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	133 893	138 995	130 747	126 697	130 851	146 892	520 960	530 332
Biens	118 573	121 951	111 695	110 833	115 644	130 084	453 732	463 051
Services	15 320	17 044	19 052	15 864	15 207	16 807	67 227	67 280
Revenus de placements	16 361	18 151	18 220	18 685	17 214	19 253	64 497	71 417
Investissements directs	8 207	9 578	9 696	9 657	7 689	9 770	34 978	37 139
Investissements de portefeuille	5 373	5 621	5 449	5 240	5 416	5 772	17 387	21 683
Autres investissements	2 781	2 951	3 074	3 788	4 109	3 711	12 131	12 595
Transferts courants	2 545	2 150	2 142	2 709	2 841	2 276	9 700	9 545
Recettes du compte courant	152 800	159 295	151 109	148 091	150 907	168 420	595 156	611 294
Paiements								
Biens et services	125 871	128 687	123 521	123 394	124 828	137 287	486 245	501 474
Biens	104 312	106 949	101 920	101 825	101 867	114 242	404 253	415 006
Services	21 559	21 738	21 601	21 569	22 960	23 045	81 992	86 468
Revenus de placements	22 120	21 548	20 717	21 227	21 019	21 804	77 872	85 611
Investissements directs	10 008	9 832	9 220	9 384	9 713	10 507	34 354	38 444
Investissements de portefeuille	7 839	7 757	7 707	7 506	7 440	7 708	29 270	30 809
Autres investissements	4 273	3 958	3 790	4 337	3 866	3 589	14 247	16 358
Transferts courants	3 662	2 037	2 397	2 505	3 315	2 291	10 809	10 601
Paiements du compte courant	151 654	152 272	146 635	147 125	149 161	161 382	574 925	597 686
Soldes								
Biens et services	8 022	10 308	7 226	3 302	6 024	9 605	34 715	28 858
Biens	14 261	15 002	9 775	9 007	13 777	15 842	49 480	48 046
Services	-6 239	-4 695	-2 549	-5 705	-7 753	-6 237	-14 765	-19 188
Revenus de placements	-5 759	-3 397	-2 497	-2 541	-3 804	-2 551	-13 375	-14 194
Investissements directs	-1 801	-254	476	274	-2 023	-737	623	-1 305
Investissements de portefeuille	-2 467	-2 136	-2 257	-2 266	-2 024	-1 936	-11 883	-9 126
Autres investissements	-1 491	-1 007	-715	-549	243	122	-2 115	-3 763
Transferts courants	-1 117	113	-255	204	-473	-16	-1 109	-1 056
Solde du compte courant	1 146	7 023	4 473	965	1 746	7 038	20 231	13 607
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 241	1 014	1 037	907	1 183	1 169	4 130	4 199
Compte financier	-7 374	-8 225	-9 017	2 666	-902	-5 954	-21 328	-21 951
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-17 245	-11 624	-12 920	-16 017	-23 132	-11 738	-44 373	-57 806
Investissements de portefeuille	-26 757	-24 266	7 979	-5 378	-3 454	-2 874	-78 492	-48 422
Obligations étrangères	-17 186	-16 336	1 688	2 932	-685	1 392	-43 602	-28 903
Actions étrangères	-9 339	-7 691	-4 082	-9 828	-2 891	-4 793	-28 090	-30 941
Effets du marché monétaire étranger	-232	-239	10 373	1 518	121	527	-6 800	11 422
Autres investissements	-18 449	-16 572	-19 848	-8 997	-18 827	-3 058	-36 022	-63 866
Prêts	-5 009	2 582	-9 162	1 770	-3 684	2 743	-12 314	-9 819
Dépôts	-5 578	-13 168	-16 555	-6 691	-14 543	-3 760	-8 997	-41 993
Réserves internationales	-4 722	-366	-144	588	247	-1 816	-1 013	-4 644
Autres actifs	-3 139	-5 620	6 013	-4 664	-847	-225	-13 698	-7 410
Total de l'actif du Canada, flux nets	-62 450	-52 462	-24 789	-30 392	-45 413	-17 671	-158 886	-170 093
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	19 019	20 647	27 770	49 270	17 311	4 681	71 198	116 706
Investissements de portefeuille	6 737	-2 061	-9 144	-27 122	9 972	27 636	31 656	-31 591
Obligations canadiennes	7 970	-2 168	541	5 198	9 700	19 562	17 130	11 540
Actions canadiennes	-532	-899	-8 524	-32 039	3 717	5 383	10 814	-41 994
Effets du marché monétaire canadien	-702	1 006	-1 160	-280	-3 445	2 692	3 711	-1 137
Autres investissements	29 321	25 651	-2 854	10 910	17 228	-20 600	34 704	63 027
Emprunts	4 398	2 796	-3 946	7 423	512	-5 127	14 638	10 670
Dépôts	21 844	22 334	-21	4 417	16 165	-15 718	20 384	48 574
Autres passifs	3 079	522	1 114	-931	552	245	-318	3 783
Total du passif du Canada, flux nets	55 076	44 237	15 772	33 058	44 512	11 718	137 558	148 143
Total du compte capital et financier, flux nets	-6 133	-7 212	-7 980	3 573	281	-4 785	-17 198	-17 752
Divergence statistique	4 987	188	3 506	-4 538	-2 027	-2 253	-3 033	4 144

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	135 918	135 282	131 114	128 018	133 527	142 388	520 960	530 332
Biens	119 112	118 279	114 509	111 151	116 936	125 656	453 732	463 051
Services	16 806	17 003	16 605	16 866	16 592	16 733	67 227	67 280
Voyages	4 126	4 204	4 143	4 161	3 981	4 047	16 610	16 634
Transports	3 074	3 079	2 998	3 005	3 089	3 176	11 879	12 157
Services commerciaux	9 170	9 291	9 043	9 271	9 097	9 081	37 008	36 775
Services gouvernementaux	435	429	421	429	425	429	1 730	1 714
Revenus de placements	16 623	17 482	18 432	18 879	17 764	18 450	64 497	71 417
Investissements directs	8 332	9 183	9 951	9 672	8 218	9 198	34 978	37 139
Intérêts	414	485	520	516	499	667	1 477	1 935
Bénéfices	7 918	8 698	9 431	9 156	7 718	8 530	33 501	35 203
Investissements de portefeuille	5 381	5 457	5 507	5 338	5 426	5 587	17 387	21 683
Intérêts	2 025	2 139	2 092	1 832	1 648	1 760	6 172	8 089
Dividendes	3 356	3 317	3 415	3 505	3 778	3 828	11 216	13 594
Autres investissements	2 910	2 842	2 973	3 870	4 120	3 665	12 131	12 595
Transferts courants	2 334	2 372	2 456	2 384	2 463	2 478	9 700	9 545
Privé	734	649	668	605	709	640	2 698	2 656
Officiel	1 599	1 723	1 788	1 779	1 754	1 839	7 002	6 890
Total des recettes	154 875	155 136	152 002	149 281	153 754	163 316	595 156	611 294
Paiements								
Biens et services	126 174	124 010	126 580	124 710	126 075	131 846	486 245	501 474
Biens	105 273	102 629	105 108	101 996	103 988	109 219	404 253	415 006
Services	20 901	21 381	21 472	22 714	22 087	22 627	81 992	86 468
Voyages	6 032	6 209	6 892	7 530	7 163	7 199	23 402	26 663
Transports	4 898	4 977	4 800	5 358	5 236	5 488	18 695	20 032
Services commerciaux	9 705	9 927	9 508	9 551	9 413	9 669	38 853	38 691
Services gouvernementaux	266	269	272	275	276	270	1 042	1 082
Revenus de placements	21 805	21 570	21 063	21 173	20 669	21 837	77 872	85 611
Investissements directs	9 893	9 721	9 287	9 542	9 727	10 430	34 354	38 444
Intérêts	613	631	617	622	612	611	2 469	2 484
Bénéfices	9 280	9 090	8 670	8 920	9 115	9 819	31 886	35 960
Investissements de portefeuille	7 819	7 713	7 725	7 553	7 438	7 651	29 270	30 809
Intérêts	5 895	5 752	5 641	5 458	5 473	5 595	22 294	22 746
Dividendes	1 923	1 961	2 084	2 095	1 964	2 056	6 976	8 063
Autres investissements	4 094	4 136	4 051	4 078	3 505	3 756	14 247	16 358
Transferts courants	2 940	2 423	2 618	2 620	2 553	2 875	10 809	10 601
Privé	1 999	1 558	1 608	1 630	1 582	1 619	7 261	6 794
Officiel	941	866	1 010	990	971	1 256	3 548	3 807
Total des paiements	150 919	148 004	150 260	148 503	149 297	156 558	574 925	597 686
Soldes								
Biens et services	9 744	11 272	4 534	3 307	7 452	10 543	34 715	28 858
Biens	13 839	15 650	9 401	9 155	12 948	16 437	49 480	48 046
Services	-4 095	-4 378	-4 867	-5 848	-5 496	-5 894	-14 765	-19 188
Voyages	-1 906	-2 005	-2 749	-3 369	-3 182	-3 151	-6 792	-10 029
Transports	-1 823	-1 897	-1 802	-2 353	-2 147	-2 313	-6 816	-7 875
Services commerciaux	-534	-635	-465	-280	-315	-588	-1 845	-1 915
Services gouvernementaux	169	160	149	155	149	159	688	632
Revenus de placements	-5 182	-4 088	-2 631	-2 293	-2 905	-3 388	-13 375	-14 194
Investissements directs	-1 561	-539	664	130	-1 509	-1 232	623	-1 305
Intérêts	-199	-146	-97	-106	-113	56	-992	-548
Bénéfices	-1 362	-392	761	236	-1 396	-1 288	1 615	-757
Investissements de portefeuille	-2 437	-2 256	-2 217	-2 215	-2 011	-2 064	-11 883	-9 126
Intérêts	-3 870	-3 613	-3 549	-3 625	-3 825	-3 835	-16 122	-14 657
Dividendes	1 433	1 357	1 331	1 410	1 814	1 771	4 239	5 531
Autres investissements	-1 184	-1 294	-1 077	-208	615	-92	-2 115	-3 763
Transferts courants	-606	-52	-162	-236	-90	-397	-1 109	-1 056
Privé	-1 265	-909	-940	-1 025	-873	-979	-4 563	-4 139
Officiel	659	857	778	789	783	582	3 454	3 083
Compte courant	3 956	7 132	1 742	778	4 457	6 758	20 231	13 607

Section E

Comptes des flux financiers

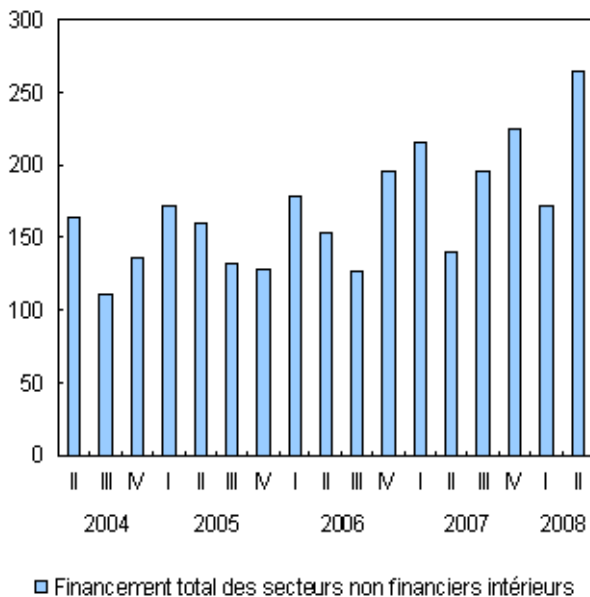
Deuxième trimestre de 2008

Au deuxième trimestre de 2008, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers se chiffrait à 264 milliards de dollars (données désaisonnalisées au taux annuel), soit une hausse appréciable par rapport au trimestre précédent. La demande de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques a repris, ce qui a contribué, de pair avec l'augmentation de la demande de fonds du secteur des sociétés, à l'augmentation du financement total obtenu.

Le secteur des ménages continue d'être à l'origine de la part la plus importante de la demande de fonds du secteur privé, tendance qui s'est amorcée en 2002.

Graphique E.21
La demande globale de fonds est en hausse

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



L'indice composite S&P/TSX de la bourse de Toronto était l'un des rares indices boursiers dans le monde qui ont affiché une hausse au deuxième trimestre. L'indice s'est redressé pour terminer le trimestre en hausse de 8,4 %, franchissant le cap des 15 000 pour la première fois en mai 2008. Les actions dans le secteur énergétique, qui représentent presque le tiers de l'indice composite TSX, ont continué de stimuler le marché canadien des actions. Même si les cours du pétrole ont atteint des niveaux sans précédent durant le trimestre, le dollar canadien a reculé par rapport au sommet atteint en novembre 2007, s'établissant à 98 cents US à la fin du deuxième trimestre de 2008.

Le taux d'escompte s'est maintenu à 3,25 % tout au long du trimestre. Néanmoins, le taux des hypothèques ordinaires sur cinq ans a augmenté de 50 points de base, reflétant le risque accru sur le marché du crédit. Le rendement des obligations a augmenté durant le deuxième trimestre, après avoir reculé pendant quatre trimestres d'affilée.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

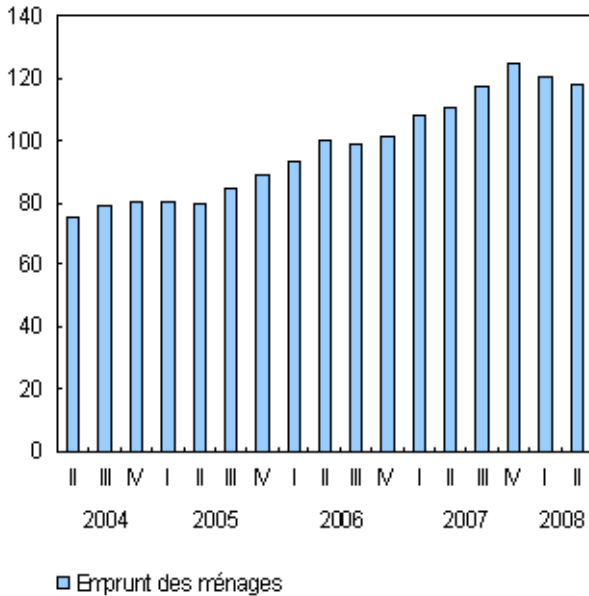
Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Secteur des ménages

Graphique E.22

Les emprunts des ménages continuent de ralentir

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



La demande de financement des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a diminué au deuxième trimestre. L'emprunt hypothécaire a continué de ralentir, parallèlement au repli de la construction de logements neufs, des activités de rénovation et des coûts de transfert.

La croissance du revenu personnel et celle des dépenses personnelles ont ralenti au cours du deuxième trimestre. Les achats de véhicules automobiles ont diminué après avoir affiché des hausses au cours des deux trimestres précédents, ce qui a contribué au ralentissement de la demande de crédit à la consommation par les ménages.

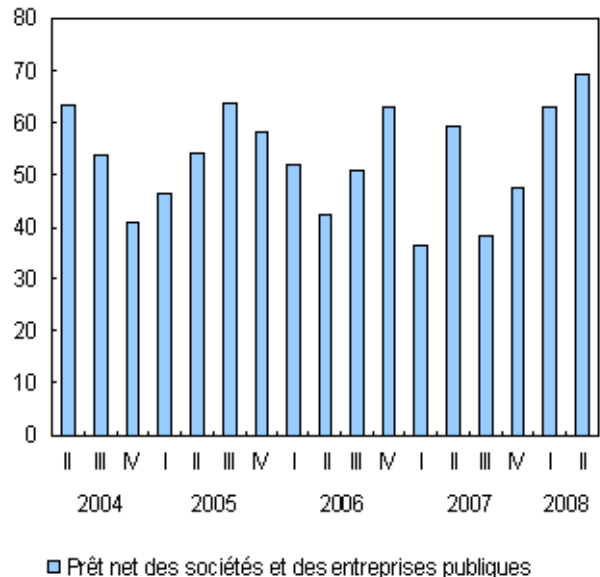
La dette des ménages en pourcentage du revenu personnel disponible a encore légèrement progressé pour atteindre un nouveau sommet de 125,1 %. Toutefois, les frais de service de la dette n'ont pas varié, se maintenant autour de 8 % du revenu personnel disponible.

Secteur des sociétés

Graphique E.23

Le secteur des sociétés continue d'accumuler les excédents

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Au deuxième trimestre de 2008, le secteur des sociétés a continué de raffermir sa position de prêteur net au reste de l'économie. Les bénéfices non répartis des sociétés ont poursuivi leur tendance à la hausse, grâce en partie aux solides gains provenant de l'extraction de pétrole et de gaz.

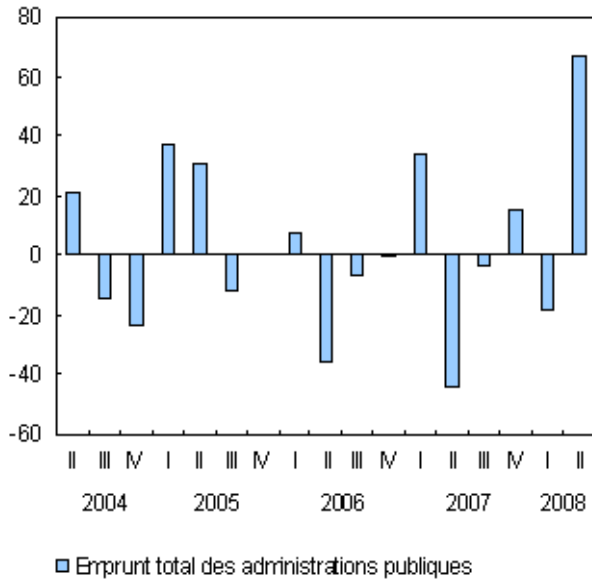
La demande croissante de fonds d'emprunt des sociétés privées non financières au deuxième trimestre reflétait l'émission considérable de nouvelles obligations. Le total des fonds obtenus a servi à des investissements financiers et à d'autres usages, notamment l'accumulation des stocks.

Les institutions financières ont continué d'accroître l'ensemble de leurs actifs financiers, quoique beaucoup plus lentement. La croissance du crédit à la consommation a ralenti au deuxième trimestre, traduisant un ralentissement de la demande des ménages pour les biens durables.

Secteur des administrations publiques

Graphique E.24
Les administrations publiques empruntent à nouveau

milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les administrations publiques ont à nouveau fait appel au marché du crédit au deuxième trimestre de 2008, principalement sous forme de nouvelles émissions nettes d'effets à court terme par l'administration fédérale. L'emprunt de l'administration fédérale pour le compte des entreprises publiques a eu un effet sur le niveau de la demande de financement.

Dans l'ensemble, le secteur public continue d'être un prêteur net au reste de l'économie grâce à une augmentation de l'épargne publique au cours du trimestre. La forte augmentation de l'épargne publique était attribuable principalement aux impôts reçus des sociétés ainsi qu'aux revenus de placement.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement								
Particuliers et entreprises individuelles	112 188	111 464	122 856	128 836	124 388	122 280	107 048	118 836
Crédit à la consommation	34 964	33 888	33 948	36 832	37 032	36 932	31 114	34 908
Emprunts bancaires	-1 772	288	1 844	-296	3 808	9 440	2 394	16
Autres emprunts	5 784	776	3 924	4 408	292	-4 920	6 421	3 723
Hypothèques	73 212	76 512	83 140	87 892	83 256	80 828	67 119	80 189
Sociétés privées non financières	73 884	79 368	73 268	73 364	69 076	72 052	63 576	74 971
Emprunts bancaires	17 340	18 548	24 352	18 092	4 400	-2 316	6 659	19 583
Autres emprunts	-624	-2 924	-188	-1 388	-1 056	-5 884	813	-1 281
Autres effets à court terme	-1 348	3 340	8 488	4 472	15 420	5 724	15 304	3 738
Hypothèques	17 044	17 480	16 728	17 936	15 936	23 720	11 956	17 297
Obligations	20 060	7 464	13 664	7 380	10 708	27 504	13 172	12 142
Actions	21 412	35 460	10 224	26 872	23 668	23 304	15 672	23 492
Entreprises publiques non financières	-4 128	-6 756	3 300	7 328	-3 292	2 172	1 287	-64
Emprunts bancaires	-436	-60	376	148	-244	-196	242	7
Autres emprunts	-1 856	-628	-316	1 780	-476	244	-96	-255
Autres effets à court terme	-1 564	-968	1 712	1 952	-1 260	276	178	283
Hypothèques	-4	-4	0	-8	-4	16	-3	-4
Obligations	-276	-5 128	1 520	3 504	-1 312	1 800	903	-95
Actions	8	32	8	-48	4	32	63	0
Administration fédérale	21 856	-49 308	-43 252	-8 444	-13 620	61 348	-10 160	-19 787
Emprunts bancaires	140	136	140	140	144	140	140	139
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	28 296	-34 444	-36 716	7 840	-20 084	64 308	-3 686	-8 756
Obligations d'épargne du Canada	-2 024	-1 996	-1 544	-3 108	-1 304	-1 148	-2 247	-2 168
Autres obligations	-4 556	-13 004	-5 132	-13 316	7 624	-1 952	-4 367	-9 002
Autres paliers d'administration publique	12 020	5 360	40 072	23 448	-4 412	5 832	1 428	20 225
Emprunts bancaires	584	1 936	-1 100	-172	692	-28	266	312
Autres emprunts	336	820	696	1 020	828	516	189	718
Autres effets à court terme	-40	-4 696	19 880	8 880	-7 932	-2 768	-852	6 006
Hypothèques	4	-4	-4	0	8	-4	-25	-1
Obligations provinciales	9 952	5 912	19 264	10 144	108	5 912	-1 596	11 318
Obligations municipales	1 172	1 424	1 384	3 852	1 792	2 184	3 285	1 958
Autres obligations	12	-32	-48	-276	92	20	161	-86
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	215 820	140 128	196 244	224 532	172 140	263 684	163 179	194 181
Crédit à la consommation	34 964	33 888	33 948	36 832	37 032	36 932	31 114	34 908
Emprunts bancaires	15 856	20 848	25 612	17 912	8 800	7 040	9 701	20 057
Autres emprunts	3 640	-1 956	4 116	5 820	-412	-10 044	7 327	2 905
Effets à court terme, Canada	28 296	-34 444	-36 716	7 840	-20 084	64 308	-3 686	-8 756
Autres effets à court terme	-2 952	-2 324	30 080	15 304	6 228	3 232	14 630	10 027
Hypothèques	90 256	93 984	99 864	105 820	99 196	104 560	79 047	97 481
Obligations	24 340	-5 360	29 108	8 180	17 708	34 320	9 311	14 067
Actions	21 420	35 492	10 232	26 824	23 672	23 336	15 735	23 492

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	1 150 484	1 166 980	1 176 752	1 192 748	1 217 000	1 224 132	1 103 201	1 171 741
	2,2	1,4	0,8	1,4	2,0	0,6	6,6	6,2
Rémunération des salariés	774 960	786 392	789 224	802 852	814 644	823 932	743 313	788 357
	2,1	1,5	0,4	1,7	1,5	1,1	6,9	6,1
Revenu net des entreprises individuelles[2]	89 044	90 272	90 716	91 860	94 132	96 992	86 386	90 473
	1,6	1,4	0,5	1,3	2,5	3,0	1,6	4,7
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	131 840	135 392	136 572	136 376	138 872	140 968	123 419	135 045
	3,7	2,7	0,9	-0,1	1,8	1,5	8,2	9,4
Transferts courants en provenance des administrations publiques	149 172	149 736	154 908	156 488	163 708	156 796	145 028	152 576
	1,8	0,4	3,5	1,0	4,6	-4,2	6,7	5,2
Transferts courants en provenance des sociétés	2 532	2 592	2 664	2 752	2 808	2 888	2 357	2 635
	2,3	2,4	2,8	3,3	2,0	2,8	13,9	11,8
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 936	2 596	2 668	2 420	2 836	2 556	2 698	2 655
	14,9	-11,6	2,8	-9,3	17,2	-9,9	0,0	-1,6
Dépenses	1 116 080	1 146 436	1 154 072	1 175 052	1 187 952	1 197 892	1 077 034	1 147 910
	1,8	2,7	0,7	1,8	1,1	0,8	5,7	6,6
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	830 928	847 900	857 272	874 980	884 432	897 172	803 260	852 770
	1,8	2,0	1,1	2,1	1,1	1,4	5,8	6,2
Transferts courants aux administrations publiques	264 272	276 892	274 664	277 584	279 844	276 360	253 611	273 353
	1,9	4,8	-0,8	1,1	0,8	-1,2	5,2	7,8
Transferts courants aux sociétés	16 292	16 936	17 364	17 776	18 924	19 572	15 849	17 092
	-0,9	4,0	2,5	2,4	6,5	3,4	13,1	7,8
Transferts courants aux non-résidents	4 588	4 708	4 772	4 712	4 752	4 788	4 314	4 695
	2,4	2,6	1,4	-1,3	0,8	0,8	-1,7	8,8
Épargne	34 404	20 544	22 680	17 696	29 048	26 240	26 167	23 831
	20,0	-40,3	10,4	-22,0	64,2	-9,7	62,1	-8,9
Revenu disponible[3]	886 212	890 088	902 088	915 164	937 156	947 772	849 590	898 388
	2,3	0,4	1,3	1,4	2,4	1,1	7,0	5,7
Taux d'épargne	3,9	2,3	2,5	1,9	3,1	2,8	3,1	2,7

Épargne brute et transferts de capitaux	82 088	68 436	71 064	66 552	79 856	78 064	71 569	72 035
	10,4	-16,6	3,8	-6,3	20,0	-2,2	17,1	0,7
Épargne	34 404	20 544	22 680	17 696	29 048	26 240	26 167	23 831
	20,0	-40,3	10,4	-22,0	64,2	-9,7	62,1	-8,9
Provisions pour consommation de capital	44 224	44 888	45 628	46 336	47 128	48 116	42 449	45 269
	1,8	1,5	1,6	1,6	1,7	2,1	6,2	6,6
Transferts nets de capitaux	3 460	3 004	2 756	2 520	3 680	3 708	2 953	2 935
	53,4	-13,2	-8,3	-8,6	46,0	0,8	-40,6	-0,6
Moins: Acquisition de capital non financier	124 504	128 244	128 056	132 012	128 564	133 188	115 548	128 204
	7,4	3,0	-0,1	3,1	-2,6	3,6	9,3	11,0
Prêt net	-42 416	-59 808	-56 992	-65 460	-48 708	-55 124	-43 979	-56 169

Transactions: actifs financiers	68 384	58 796	60 864	73 968	75 940	70 248	66 271	65 503

Argent et dépôts	28 812	40 676	76 668	58 268	110 244	41 000	42 469	51 106

Titres de dette canadiens	7 372	-56 024	-11 392	-27 116	-14 284	-43 332	-21 841	-21 790

Actions de sociétés et fonds mutuels	-14 800	12 152	28 896	1 892	-24 392	27 024	3 433	7 035

Assurance-vie et rentes	62 648	64 104	41 796	40 648	40 560	44 348	55 518	52 299

Autres actifs financiers	-15 648	-2 112	-75 104	276	-36 188	1 208	-13 308	-23 147

Transactions: passif	112 884	118 212	118 464	137 580	127 508	128 432	109 656	121 785

Crédit à la consommation	34 964	33 888	33 948	36 832	37 032	36 932	31 114	34 908

Emprunts bancaires et autres emprunts	4 012	1 064	5 768	4 112	4 100	4 520	8 815	3 739

Hypothèques	73 212	76 512	83 140	87 892	83 256	80 828	67 119	80 189

Comptes à payer	696	6 748	-4 392	8 744	3 120	6 152	2 608	2 949

Investissement financier net	-44 500	-59 416	-57 600	-63 612	-51 568	-58 184	-43 385	-56 282

Divergence du secteur	2 084	-392	608	-1 848	2 860	3 060	-594	113

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	376 452	392 216	396 760	401 828	401 752	423 408	380 101	391 814
	-5,8	4,2	1,2	1,3	-0,0	5,4	9,2	3,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	200 572	202 740	204 784	204 828	209 604	226 964	196 719	203 231
	1,0	1,1	1,0	0,0	2,3	8,3	5,8	3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	15 764	15 696	15 544	15 152	15 928	17 288	14 638	15 539
	11,8	-0,4	-1,0	-2,5	5,1	8,5	-4,5	6,2
Ajustement de la valeur des stocks	-988	7 024	3 488	3 564	-1 484	-4 388	-2 407	3 272

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	89 328	94 300	99 864	104 740	102 996	108 644	100 123	97 058
	-26,6	5,6	5,9	4,9	-1,7	5,5	25,9	-3,1
Intérêts sur la dette de consommation	16 292	16 936	17 364	17 776	18 924	19 572	15 849	17 092
	-0,9	4,0	2,5	2,4	6,5	3,4	13,1	7,8
Intérêts sur la dette publique[3]	55 484	55 520	55 716	55 768	55 784	55 328	55 179	55 622
	0,8	0,1	0,4	0,1	0,0	-0,8	1,5	0,8
Dépenses	286 676	282 480	289 136	292 508	289 892	303 440	272 417	287 700
	1,7	-1,5	2,4	1,2	-0,9	4,7	9,9	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	226 324	222 864	227 160	229 512	225 944	235 556	214 526	226 465
	4,0	-1,5	1,9	1,0	-1,6	4,3	9,1	5,6
Impôts directs	55 324	56 416	58 568	59 376	60 528	64 284	53 456	57 421
	-5,3	2,0	3,8	1,4	1,9	6,2	9,8	7,4
Autres transferts courants	5 028	3 200	3 408	3 620	3 420	3 600	4 435	3 814
	-14,6	-36,4	6,5	6,2	-5,5	5,3	80,5	-14,0
Épargne	89 776	109 736	107 624	109 320	111 860	119 968	107 684	104 114
	-23,7	22,2	-1,9	1,6	2,3	7,2	7,3	-3,3
Épargne brute et transferts de capitaux	212 044	233 452	233 064	235 992	239 664	249 480	227 507	228 638
	-11,1	10,1	-0,2	1,3	1,6	4,1	6,1	0,5
Épargne	89 776	109 736	107 624	109 320	111 860	119 968	107 684	104 114
	-23,7	22,2	-1,9	1,6	2,3	7,2	7,3	-3,3
Provisions pour consommation de capital	119 580	121 140	122 608	123 708	125 216	126 748	116 356	121 759
	1,4	1,3	1,2	0,9	1,2	1,2	4,6	4,6
Transferts nets de capitaux	2 688	2 576	2 832	2 964	2 588	2 764	3 467	2 765
	-5,1	-4,2	9,9	4,7	-12,7	6,8	22,6	-20,2
Moins : Acquisition de capital non financier	175 656	174 188	194 968	188 356	176 484	180 376	175 627	183 292
	0,2	-0,8	11,9	-3,4	-6,3	2,2	10,5	4,4
Prêt net	36 388	59 264	38 096	47 636	63 180	69 104	51 880	45 346

Transactions : actifs financiers	624 372	722 224	729 540	721 388	574 148	478 868	536 395	699 381

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	34 964	33 888	33 948	36 832	37 032	36 932	31 114	34 908

Prêts bancaires et autres prêts	37 056	49 444	56 372	49 564	23 908	10 524	31 892	48 109

Hypothèques	93 328	98 472	103 224	109 104	101 148	106 396	81 719	101 032

Effets à court terme	29 640	-18 516	12 392	-23 284	-20 700	48 448	32 525	58

Obligations	38 324	118 300	104 640	108 248	92 620	90 472	66 696	92 378

Actions	33 832	12 960	-1 072	14 132	12 996	34 444	-3 367	14 963

Investissements étrangers	102 148	115 096	-29 044	58 832	-5 120	4 236	79 437	61 758

Transactions: passif	576 560	649 040	695 584	667 076	513 320	407 060	490 637	647 065

<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	171 812	140 564	248 840	130 224	75 280	86 912	98 221	172 860

Emprunts bancaires et autres emprunts	37 636	58 920	62 660	81 404	19 548	-8 600	9 487	60 155

Effets à court terme	15 764	2 748	17 696	-21 948	-964	-43 124	41 404	3 565

Obligations	65 520	93 256	118 384	102 484	104 864	156 604	83 746	94 911

Actions	89 344	141 600	128 492	139 944	165 636	107 000	82 549	124 845

Assurance-vie et rentes	56 704	60 308	41 080	34 020	36 200	41 184	50 689	48 028

Investissement financier net	47 812	73 184	33 956	54 312	60 828	71 808	45 758	52 316

Divergence du secteur	-11 424	-13 920	4 140	-6 676	2 352	-2 704	6 122	-6 970

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	603 420	620 660	623 316	630 492	630 528	638 912	588 638	619 472
	0,9	2,9	0,4	1,2	0,0	1,3	5,3	5,2
Impôts sur revenus	246 060	259 448	259 332	262 096	264 580	264 732	234 703	256 734
	0,5	5,4	-0,0	1,1	0,9	0,1	7,1	9,4
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	68 212	68 592	68 952	69 724	70 536	71 008	67 991	68 870
	-0,7	0,6	0,5	1,1	1,2	0,7	4,2	1,3
Impôts sur production et importations	179 120	182 164	183 692	185 576	181 580	183 328	176 703	182 638
	1,8	1,7	0,8	1,0	-2,2	1,0	2,4	3,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	11 724	12 160	12 104	12 256	12 272	12 260	11 375	12 061
	0,4	3,7	-0,5	1,3	0,1	-0,1	5,8	6,0
Revenus de placements	52 352	52 000	52 564	53 484	54 056	59 276	52 906	52 600
	2,3	-0,7	1,1	1,8	1,1	9,7	9,4	-0,6
Ventes de biens et services[2]	45 952	46 296	46 672	47 356	47 504	48 308	44 960	46 569
	0,9	0,7	0,8	1,5	0,3	1,7	5,1	3,6
Dépenses	569 616	575 216	581 224	590 528	602 860	603 164	552 442	579 146
	1,8	1,0	1,0	1,6	2,1	0,1	5,5	4,8
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	336 148	342 404	342 700	350 912	355 148	361 588	323 882	343 041
	2,1	1,9	0,1	2,4	1,2	1,8	6,9	5,9
Transferts courants	169 692	169 224	175 056	176 396	184 528	178 708	165 308	172 592
	1,6	-0,3	3,4	0,8	4,6	-3,2	4,8	4,4
Intérêts sur la dette publique	63 776	63 588	63 468	63 220	63 184	62 868	63 252	63 513
	0,6	-0,3	-0,2	-0,4	-0,1	-0,5	0,7	0,4
Épargne	33 804	45 444	42 092	39 964	27 668	35 748	36 196	40 326
	-11,4	34,4	-7,4	-5,1	-30,8	29,2	2,2	11,4
Épargne brute et transferts de capitaux	60 224	71 912	69 048	66 916	55 504	63 756	60 307	67 025
	-5,4	19,4	-4,0	-3,1	-17,1	14,9	3,7	11,1
Épargne	33 804	45 444	42 092	39 964	27 668	35 748	36 196	40 326
	-11,4	34,4	-7,4	-5,1	-30,8	29,2	2,2	11,4
Provisions pour consommation de capital	27 604	27 996	28 396	28 808	29 372	29 804	26 401	28 201
	1,4	1,4	1,4	1,5	2,0	1,5	7,0	6,8
Transferts nets de capitaux	-1 184	-1 528	-1 440	-1 856	-1 536	-1 796	-2 290	-1 502

Moins : Acquisition de capital non financier	43 704	45 320	46 792	47 088	48 840	50 348	40 858	45 726
	3,5	3,7	3,2	0,6	3,7	3,1	10,5	11,9
Prêt net	16 520	26 592	22 256	19 828	6 664	13 408	19 449	21 299

Transactions : actifs financiers	72 644	22 552	15 580	30 112	41 044	81 552	24 693	35 222

Argent et dépôts	336	4 760	572	3 944	7 964	-1 844	1 424	2 403

Prêts	6 528	1 784	1 584	-176	444	2 720	1 297	2 430

Titres canadiens	26 064	9 108	19 472	15 836	12 104	15 236	14 759	17 620

Autres actifs financiers	39 716	6 900	-6 048	10 508	20 532	65 440	7 213	12 769

Transactions: passif	56 648	868	-12 324	15 908	30 948	68 852	4 001	15 275

Emprunts bancaires et autres emprunts	1 060	2 892	-264	988	1 664	628	595	1 169

Effets à court terme	28 256	-39 140	-16 836	16 720	-28 016	61 540	-4 538	-2 750

Obligations	13 520	-6 956	12 772	-6 100	4 828	2 872	-6 145	3 309

Autres passifs	13 812	44 072	-7 996	4 300	52 472	3 812	14 089	13 547

Investissement financier net	15 996	21 684	27 904	14 204	10 096	12 700	20 692	19 947

Divergence du secteur	524	4 908	-5 648	5 624	-3 432	708	-1 243	1 352

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	591 692	575 076	587 824	580 884	580 016	607 992	563 925	583 869
	2,0	-2,8	2,2	-1,2	-0,1	4,8	5,4	3,5
Ventes de biens (importations)	421 120	410 508	420 416	407 984	415 948	436 884	404 250	415 007
	1,8	-2,5	2,4	-3,0	2,0	5,0	4,2	2,7
Ventes de services (importations)	84 396	86 324	86 648	91 624	89 120	91 280	82 798	87 248
	-0,2	2,3	0,4	5,7	-2,7	2,4	3,4	5,4
Intérêts, dividendes et recettes diverses	74 416	68 552	70 288	70 796	64 736	68 328	66 068	71 013
	7,2	-7,9	2,5	0,7	-8,6	5,5	15,0	7,5
Transferts courants	11 760	9 692	10 472	10 480	10 212	11 500	10 809	10 601
	-4,0	-17,6	8,0	0,1	-2,6	12,6	13,7	-1,9
Dépenses	599 348	599 656	587 948	579 084	597 868	633 316	585 894	591 509
	-3,2	0,1	-2,0	-1,5	3,2	5,9	4,6	1,0
Achats de biens (exportations)	476 444	473 112	458 036	444 612	467 756	502 624	453 733	463 051
	3,1	-0,7	-3,2	-2,9	5,2	7,5	0,8	2,1
Achats de services (exportations)	69 004	69 800	68 204	69 260	68 140	68 708	68 965	69 067
	-0,5	1,2	-2,3	1,5	-1,6	0,8	0,3	0,1
Intérêts, dividendes et paiements divers	44 564	47 256	51 884	55 676	52 120	52 072	53 496	49 845
	-42,9	6,0	9,8	7,3	-6,4	-0,1	62,5	-6,8
Transferts courants	9 336	9 488	9 824	9 536	9 852	9 912	9 700	9 546
	-5,5	1,6	3,5	-2,9	3,3	0,6	18,6	-1,6
Épargne	-7 656	-24 580	-124	1 800	-17 852	-25 324	-21 969	-7 640

Épargne brute et transferts de capitaux	-12 620	-28 632	-4 272	-1 828	-22 584	-30 000	-26 099	-11 838

Épargne	-7 656	-24 580	-124	1 800	-17 852	-25 324	-21 969	-7 640

Transferts nets de capitaux	-4 964	-4 052	-4 148	-3 628	-4 732	-4 676	-4 130	-4 198

Prêt net[2]	-12 620	-28 632	-4 272	-1 828	-22 584	-30 000	-26 099	-11 838

Transactions : actifs financiers	177 336	153 280	67 688	125 560	108 348	39 896	124 011	130 966

Argent et dépôts	62 688	-7 568	-11 100	7 592	-17 344	-992	3 400	12 903

Prêts	9 372	8 236	17 844	48 676	-3 888	2 516	-2 199	21 032

Effets à court terme	-4 848	-5 152	3 344	5 364	-9 628	3 276	2 372	-323

Obligations	25 080	756	9 200	10 092	37 496	76 520	16 736	11 282

Actions	-11 084	-25 528	-28 764	-102 596	5 476	1 744	10 815	-41 993

Autres actifs financiers	96 128	182 536	77 164	156 432	96 236	-43 168	92 887	128 065

Transactions : passif	196 644	188 732	71 948	130 464	127 704	66 220	147 076	146 947

Réserves officielles	9 688	2 648	2 808	3 432	-8 932	6 980	1 015	4 644

Argent et dépôts	8 320	10 676	6 192	35 316	880	5 008	15 839	15 126

Emprunts bancaires et autres emprunts	10 248	-3 412	7 636	11 560	-4 848	19 212	12 093	6 508

Investissements étrangers	123 404	120 528	-35 056	43 084	-9 720	1 164	91 113	62 990

Autres passifs	44 984	58 292	90 368	37 072	150 324	33 856	27 016	57 679

Investissement financier net	-19 308	-35 452	-4 260	-4 904	-19 356	-26 324	-23 065	-15 981

Divergence du secteur	6 688	6 820	-12	3 076	-3 228	-3 676	-3 034	4 143

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

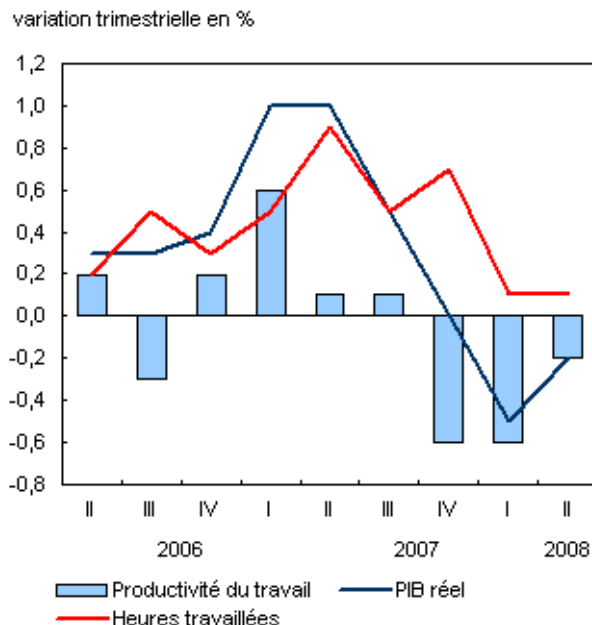
Deuxième trimestre de 2008

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a fléchi de 0,2 % au cours du deuxième trimestre de 2008, après avoir reculé de 0,6 % lors de chacun des deux trimestres précédents. Il s'agit de la plus longue série de baisses trimestrielles successives depuis 1990.

Au deuxième trimestre, le déclin des exportations a contribué à la deuxième contraction trimestrielle consécutive du produit intérieur brut (PIB) réel des entreprises canadiennes. Le nombre d'heures travaillées dans les entreprises canadiennes a légèrement augmenté de 0,1 % pour un deuxième trimestre consécutif. Ceci marque un ralentissement par rapport à 2007 lorsque les heures travaillées avaient augmenté en moyenne de 0,5 % par trimestre.

Graphique F.1

La productivité dans les entreprises canadiennes recule



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

Le terme «productivité» réfère ici à la productivité du travail. Pour les besoins de cette analyse, la productivité du travail, le produit intérieur brut (PIB) et le coût unitaire de main-d'oeuvre portent uniquement sur le secteur des entreprises.

Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes du texte et tableaux du présent chapitre sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale. Sur CANSIM, ces calculs seront fondés sur des indices arrondis à une décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.gc.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2008 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2007 au niveau industriel. Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a récemment procédé à des révisions de leurs estimations de la productivité du travail dans le secteur des entreprises. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions aux données américaines qui ont touché le PIB et les heures travaillées pour la période allant de 2005 à 2007. La plus récente révision pour les quatre dernières années de la productivité et des variables reliées au Canada a été diffusée dans *Le Quotidien* du 13 juin 2008.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

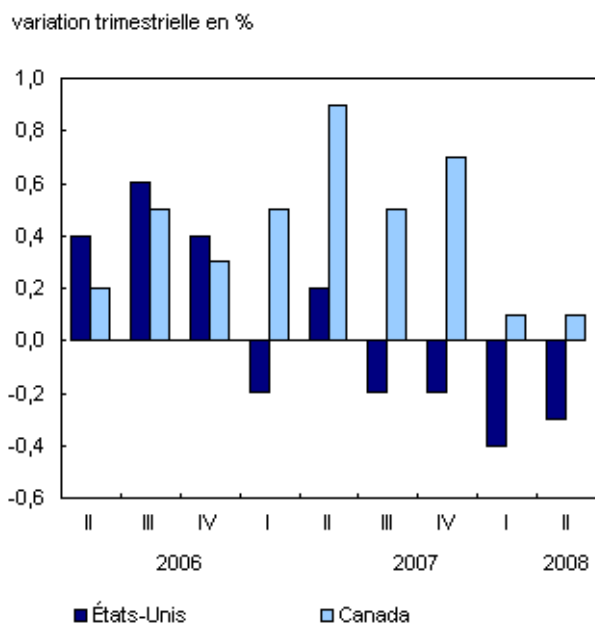
La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Graphique F.2

Les heures travaillées demeurent presque inchangées au Canada, pendant qu'elles continuent de baisser aux États-Unis



La productivité du travail dans les industries produisant des biens a reculé pour un cinquième trimestre consécutif. Les industries d'extraction minière, pétrolière et gazière ainsi que le secteur de la construction ont été principalement à l'origine du repli global enregistré. En revanche, la fabrication a affiché une croissance de 0,8 % de sa productivité, un premier gain depuis le troisième trimestre de 2007.

Aux États-Unis, la productivité du secteur des entreprises s'est accrue de 1,1 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une progression de 0,6 % au trimestre précédent.

La croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre ralentit

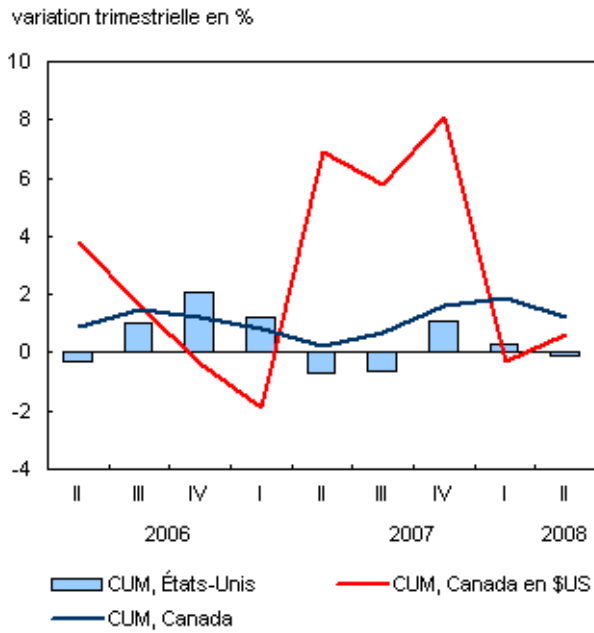
Le taux de croissance des coûts de main-d'œuvre par unité de production, un baromètre des pressions inflationnistes, a décéléré pour atteindre 1,2 % dans les entreprises canadiennes au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 1,6% et de 1,9 % au cours des deux trimestres précédents. Cela reflète le ralentissement de la croissance de la rémunération horaire (+0,9 %) par rapport au premier trimestre (+1,4 %) et le plus faible recul de la productivité.

Tableau F.0 Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
		variation annuelle en pourcentage	
1981-2007	1,4	2,1	2,1
1981-2000	1,6	1,9	1,9
2000-2007	1,0	2,6	2,5
2004-2007	1,4	1,6	1,4
2004	0,2	2,9	2,9
2005	2,0	2,0	1,8
2006	1,6	1,0	0,9
2007	0,6	1,9	1,5

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, dans *NEWS, Productivity and Costs* - deuxième trimestre de 2008 qui a paru le 4 septembre.

Graphique F.3
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) canadiens en \$US augmentent



En moyenne, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain au deuxième trimestre, mais à un rythme nettement plus lent qu'au trimestre précédent. Après avoir reculé de 0,3 % au premier trimestre, le coût unitaire de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes exprimé en dollars américains a donc progressé de 0,6 % au deuxième trimestre. Du côté des entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'oeuvre a reculé de 0,1 % au deuxième trimestre, après avoir affiché des hausses au cours des deux trimestres précédents.

La croissance annuelle de la productivité au Canada est comparable à celle des États-Unis depuis 2004

En 2007, la productivité des entreprises américaines était 4,4% supérieure (comparativement à 5,0% avant révision) à son niveau de 2004. Durant la même période, la croissance de la productivité des entreprises canadiennes atteignait 4.3%.

Les révisions des données américaines (qui ont touché le PIB et les heures travaillées) ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance annuel de la productivité du travail aux États-Unis pour chacune des trois années précédentes (2005 à 2007). Compte tenu de ces révisions, la croissance annuelle moyenne de la productivité des entreprises américaines sur la période de 2004 à 2007 est maintenant de 1,4 % (comparativement à 1,6 % avant révision), soit un taux de croissance identique à celui des entreprises canadiennes.

Cependant, un écart substantiel de croissance annuel moyen de la productivité entre le Canada et les États-Unis durant la période s'étalant de 2000 à 2004 persiste puisque la croissance de la productivité américaine demeure presque cinq fois plus élevée que celle du Canada.

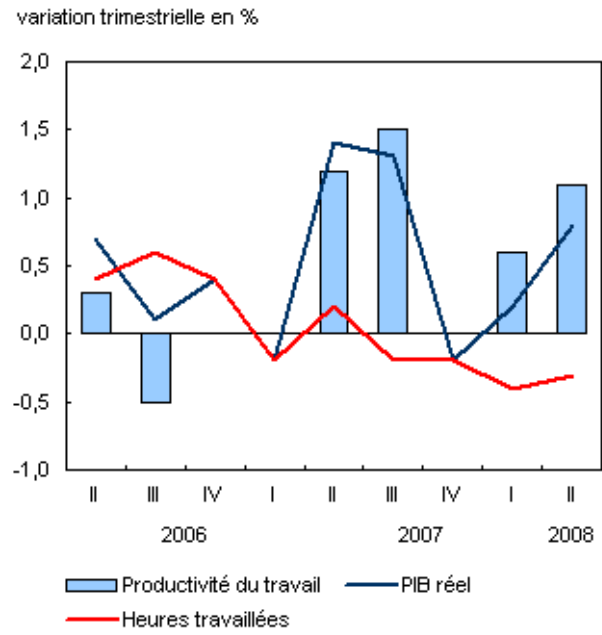
Entre 2000 et 2004, la croissance annuelle moyenne de la productivité américaine a atteint 3,3 %, en comparaison à celle de 0,7 % enregistrée au Canada.

Au deuxième trimestre, la croissance de la productivité accélère aux États-Unis

Aux États-Unis, la croissance de la productivité du travail dans les entreprises a atteint 1,1 % au deuxième trimestre, après une hausse de 0,6 % lors des trois mois précédents.

Cette accélération reflète surtout la plus importante progression de la production américaine enregistrée depuis le troisième trimestre 2007. Dans le même temps, les entreprises américaines poursuivent l'ajustement de leurs effectifs à la baisse.

Graphique F.4
La croissance de la productivité américaine accélère



C'est surtout le dynamisme des exportations nettes (les exportations moins les importations des biens et services) qui a été à l'origine de la forte croissance de 0,8 % du PIB américain durant le deuxième trimestre; l'économie américaine ayant bénéficié de la dépréciation du billet vert par rapport aux autres monnaies internationales. Les dépenses de consommation en biens non durables ont également contribué à la croissance du PIB américain.

Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises américaines ont, pour leur part, continué de reculer pour un quatrième trimestre consécutif, avec une baisse de 0,3 % au deuxième trimestre.

Analyse par industrie

La productivité dans la fabrication rebondit

La productivité dans le secteur des entreprises s'est repliée pour un troisième trimestre consécutif, reculant de 0,2 % au deuxième trimestre. Les mines et l'extraction de pétrole et gaz ainsi que la construction ont été à l'origine de presque tout ce repli.

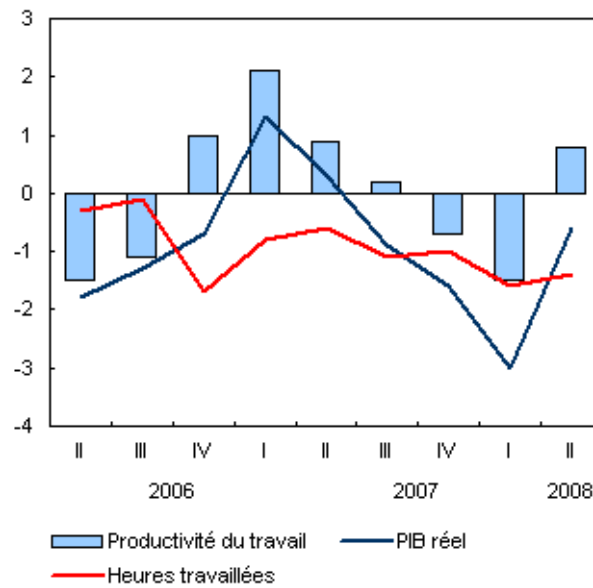
Tout comme au trimestre précédent, le déclin de la productivité dans les entreprises canadiennes au deuxième trimestre est essentiellement dû aux entreprises productrices de biens. Sur une base trimestrielle, la productivité dans le secteur des biens a reculé de 0,9 %, pendant qu'elle augmentait de 0,3 % dans le secteur des services.

Au deuxième trimestre de 2008, la productivité dans la fabrication s'est accrue de 0,8 %, après avoir reculé au cours des deux trimestres précédents. Ce regain est en partie attribuable à la reprise de la production dans le secteur automobile. La production manufacturière s'est contractée pour un quatrième trimestre consécutif, affichant un recul de 0,6 % au deuxième trimestre. Pendant ce trimestre, les heures travaillées ont diminué de 1,4 %, soit sensiblement au même rythme qu'au premier trimestre.

Graphique F.5

La productivité manufacturière progresse après deux trimestres de déclin

variation trimestrielle en %



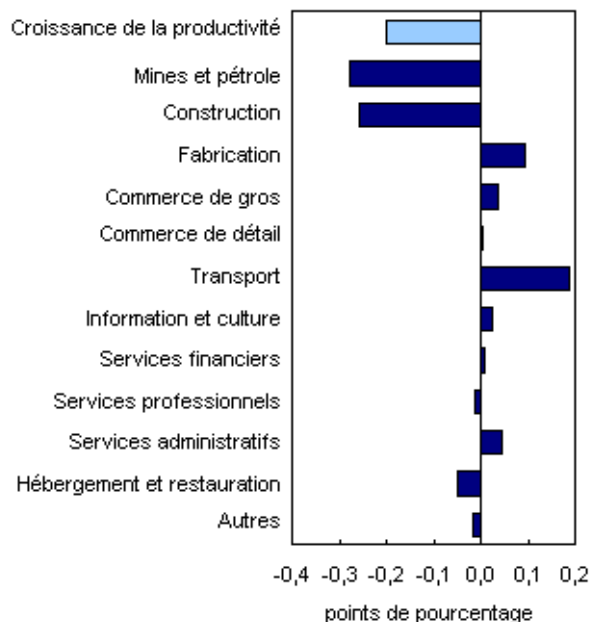
Pour ce qui est de la construction, une légère baisse de son activité (-0,4 %) combinée à l'évolution à la hausse du volume d'heures travaillées a entraîné un repli de sa productivité pour un cinquième trimestre consécutif.

La productivité s'accroît de nouveau dans les services

La productivité dans les entreprises productrices de services s'est accrue pour un deuxième trimestre de suite, propulsée par une expansion continue de l'activité économique dans ce secteur.

Après avoir augmenté de 0,1 % au premier trimestre de 2008, la productivité du travail s'est accrue de 0,3 % au deuxième trimestre. Dans le secteur des services, ce sont le transport et l'entreposage qui est à l'origine de cette expansion.

Graphique F.6
Contribution des principales industries à la variation en pourcentage de la productivité dans le secteur des entreprises, deuxième trimestre de 2008



Entre temps, les services d'hébergement et de restauration ont enregistré une importante baisse de sa productivité au cours du deuxième trimestre de 2008.

Le coût unitaire de main-d'œuvre continue d'augmenter plus rapidement dans le secteur des biens

Le coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises a ralenti au deuxième trimestre, passant de 1,9 % au premier trimestre à 1,2 %. La majeure partie de cette hausse est attribuable au secteur des biens qui a vu son coût unitaire de main-d'œuvre augmenter de 1,5 %, soit la moitié du taux observé au premier trimestre. La hausse des coûts dans ce secteur est principalement attribuable à l'extraction minière, de pétrole et de gaz de même qu'à la construction.

Par ailleurs, le coût unitaire de main-d'œuvre a ralenti dans le secteur de la fabrication au deuxième trimestre, progressant de seulement 0,5 % contre 3,4 % au premier trimestre. Ce ralentissement est attribuable à la reprise de sa productivité, conjugué au ralentissement de la rémunération horaire.

Reflétant l'évolution observée dans l'ensemble de l'économie, l'inflation salariale a continué d'augmenter dans l'industrie d'extraction minière et d'extraction de pétrole et de gaz, alors que le coût de main-d'œuvre par unité de production s'est accru de 3,9 %, comparativement à 4,4 % au premier trimestre.

Pour ce qui est du transport et de l'entreposage, une industrie qui a été particulièrement touchée par le rude hiver ainsi que la hausse des prix de l'essence, le coût unitaire de main-d'œuvre a reculé de 0,4 % au deuxième trimestre de 2008, après avoir affiché une hausse de 2,1 % au premier trimestre.

Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1,2]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,6	0,1	0,1	-0,6	-0,6	-0,2
PIB réel	1,0	1,0	0,5	0,0	-0,5	-0,2
Heures travaillées	0,5	0,9	0,5	0,7	0,1	0,1
Rémunération horaire	1,4	0,3	0,7	0,9	1,4	0,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	0,2	0,7	1,6	1,9	1,2
Taux de change[3]	2,8	-6,3	-4,9	-6,0	2,3	0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-1,9	6,9	5,8	8,1	-0,3	0,6
États-Unis						
Productivité du travail	-0,0	1,2	1,5	0,0	0,6	1,1
PIB réel	-0,2	1,4	1,3	-0,2	0,2	0,8
Heures travaillées	-0,2	0,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,3
Rémunération horaire	1,2	0,5	0,9	1,1	0,9	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	-0,7	-0,6	1,1	0,3	-0,1
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	0,7	0,6	0,9	0,1	-1,1	-1,4
PIB réel	2,1	2,7	3,0	2,6	1,0	-0,1
Heures travaillées	1,4	2,1	2,1	2,5	2,1	1,3
Rémunération horaire	5,2	4,3	3,8	3,4	3,3	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,5	3,7	2,9	3,3	4,4	5,5
Taux de change[3]	1,5	-2,2	-6,8	-13,8	-14,3	-8,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	3,0	6,0	10,4	19,9	21,9	14,7
États-Unis						
Productivité du travail	-0,1	0,7	2,8	2,8	3,4	3,2
PIB réel	1,0	1,7	3,0	2,4	2,8	2,2
Heures travaillées	1,2	1,0	0,2	-0,3	-0,6	-1,0
Rémunération horaire	3,9	4,4	4,8	3,7	3,4	3,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,1	3,6	1,9	0,9	0,0	0,7
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Productivité du travail	2,3	0,3	0,2	-2,4	-2,3	-1,0
PIB réel	4,3	4,0	2,1	0,1	-2,0	-0,6
Heures travaillées	1,9	3,7	1,9	2,6	0,3	0,3
Rémunération horaire	5,9	1,0	2,9	3,8	5,6	3,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,4	0,7	2,7	6,4	8,0	4,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-7,5	30,5	25,4	36,3	-1,2	2,3
États-Unis						
Productivité du travail	-0,1	5,0	6,2	0,1	2,3	4,3
PIB réel	-0,7	5,6	5,5	-0,6	0,7	3,2
Heures travaillées	-0,6	0,6	-0,7	-0,7	-1,6	-1,0
Rémunération horaire	4,8	1,9	3,6	4,4	3,6	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,8	-2,9	-2,5	4,3	1,3	-0,4

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1,2]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,5	0,6	0,5	0,7	0,5	0,2
Heures travaillées	0,5	0,9	0,5	0,7	0,1	0,1
Heures moyennes	-0,1	0,3	0,0	-0,0	-0,4	-0,1
Part du travail[3]	-0,7	-1,0	0,6	0,5	0,5	-1,8
États-Unis						
Tous les emplois	0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,4	-0,2
Heures travaillées	-0,2	0,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,3
Heures moyennes	-0,3	-0,0	-0,1	-0,3	-0,0	-0,1
Part du travail[3]	0,2	-1,2	-0,9	0,6	-0,2	-0,3
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,9	2,3	2,3	2,3	2,2	1,8
Heures travaillées	1,4	2,1	2,1	2,5	2,1	1,3
Heures moyennes	-0,5	-0,1	-0,2	0,2	-0,1	-0,5
Part du travail[3]	1,5	0,4	0,2	-0,5	0,7	-0,2
États-Unis						
Tous les emplois	1,2	1,0	0,5	0,3	-0,2	-0,6
Heures travaillées	1,2	1,0	0,2	-0,3	-0,6	-1,0
Heures moyennes	0,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,4	-0,4
Part du travail[3]	1,3	1,1	-0,3	-1,3	-1,7	-0,8
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[4]						
Canada						
Tous les emplois	2,1	2,5	1,8	2,7	1,8	0,9
Heures travaillées	1,9	3,7	1,9	2,6	0,3	0,3
Heures moyennes	-0,3	1,2	0,0	-0,1	-1,5	-0,6
Part du travail[3]	-2,6	-3,9	2,4	2,2	2,2	-7,1
États-Unis						
Tous les emplois	0,5	0,7	-0,2	0,3	-1,5	-0,8
Heures travaillées	-0,6	0,6	-0,7	-0,7	-1,6	-1,0
Heures moyennes	-1,1	0,0	-0,4	-1,0	-0,1	-0,2
Part du travail[3]	0,8	-4,6	-3,5	2,3	-0,7	-1,3

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

3. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

4. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1,2]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	105,2	104,9	104,6	103,0	101,6	100,8	103,2	104,5
	<i>1,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	129,4	128,0	129,9	129,9	129,2	131,9	125,8	129,3
	<i>3,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,8</i>
Construction	107,9	104,3	103,7	101,8	100,8	98,1	105,7	104,4
	<i>0,6</i>	<i>-3,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>-2,6</i>	<i>5,8</i>	<i>-1,2</i>
Fabrication	107,6	108,6	108,8	108,0	106,5	107,4	105,6	108,2
	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,5</i>
Secteur des entreprises - services	107,0	107,2	107,5	107,5	107,6	108,0	106,7	107,3
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>
Commerce de gros	120,4	121,4	123,0	125,1	126,1	126,8	120,2	122,5
	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>7,2</i>	<i>1,9</i>
Commerce de détail	113,9	116,1	116,5	118,0	118,7	119,1	111,1	116,1
	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>5,5</i>	<i>4,5</i>
Transport et entreposage	106,4	105,2	103,9	103,1	100,5	103,7	106,3	104,6
	<i>-0,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>-2,5</i>	<i>3,1</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,6</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	112,3	113,2	114,3	116,9	117,2	117,9	113,5	114,2
	<i>-1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>6,1</i>	<i>0,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	104,6	104,3	104,2	103,3	103,1	102,7	102,6	104,1
	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	99,8	100,2	99,9	98,0	99,2	99,0	101,2	99,5
	<i>-1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,7</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	101,6	101,0	101,5	101,1	100,4	101,2	101,4	101,3
	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,1</i>
Hébergement et services de restauration	100,0	98,3	99,5	99,9	101,4	101,8	101,8	99,4
	<i>-2,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,3</i>
Autres services commerciaux	103,5	102,5	101,4	100,1	100,8	101,0	104,0	101,9
	<i>-0,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1,2]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	114,4	114,3	115,3	118,7	122,2	124,1	111,7	115,7
	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>2,9</i>	<i>2,9</i>	<i>1,5</i>	<i>3,4</i>	<i>3,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	88,2	85,5	84,3	81,4	82,0	80,2	86,9	84,9
	<i>0,7</i>	<i>-3,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-3,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-2,4</i>
Construction	111,2	113,6	115,8	119,4	121,6	123,7	107,3	115,0
	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>3,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>7,2</i>
Fabrication	109,4	108,6	108,4	111,2	115,0	115,5	108,3	109,4
	<i>-0,8</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,5</i>	<i>3,4</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>
Secteur des entreprises - services	112,5	113,1	113,6	114,6	115,9	116,8	109,6	113,4
	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>3,5</i>
Commerce de gros	102,3	102,0	100,0	98,9	100,4	100,4	98,1	100,8
	<i>1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,7</i>
Commerce de détail	105,7	105,4	108,1	109,0	109,4	111,0	106,5	107,0
	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>
Transport et entreposage	109,3	109,7	111,7	113,3	115,7	115,2	106,2	111,0
	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	105,9	106,3	108,1	109,0	111,3	111,2	104,2	107,3
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>3,0</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	116,9	119,1	119,6	122,0	123,1	124,7	114,8	119,4
	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>4,1</i>	<i>4,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	117,8	118,1	118,6	121,7	124,1	125,4	115,0	119,0
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>2,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>	<i>4,9</i>	<i>3,5</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	119,4	120,3	119,9	118,4	119,3	121,1	114,2	119,5
	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>4,7</i>
Hébergement et services de restauration	120,4	122,3	119,5	123,1	123,8	124,7	111,8	121,4
	<i>2,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-2,3</i>	<i>3,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>4,6</i>	<i>8,5</i>
Autres services commerciaux	120,0	121,0	123,4	122,9	123,0	123,0	115,7	121,8
	<i>2,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>4,4</i>	<i>5,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. Les calculs des taux de croissance sont fondés sur des indices arrondis à la troisième décimale.

Section G

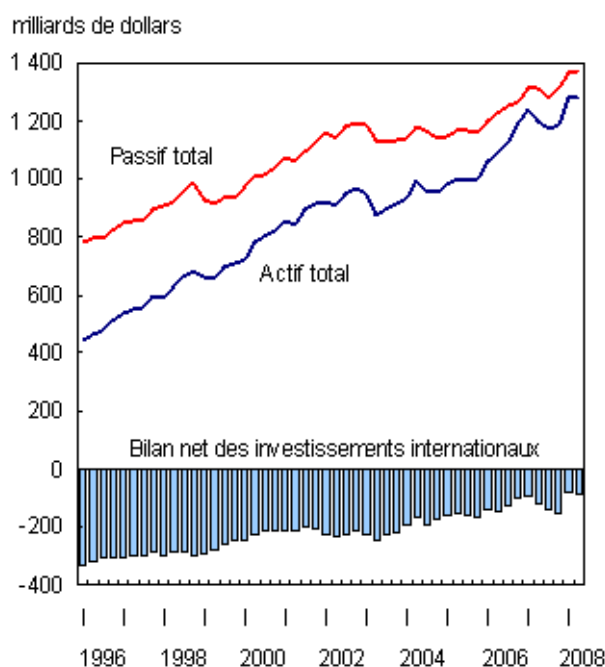
Bilan des investissements internationaux du Canada

Deuxième trimestre de 2008

Le bilan net des investissements internationaux du Canada - c'est-à-dire l'actif international moins le passif international - s'est légèrement détérioré au deuxième trimestre en raison d'une modeste remontée du dollar canadien par rapport aux autres grandes devises. Essentiellement, cette appréciation a eu un effet restrictif sur la croissance des actifs canadiens pendant que les avoirs étrangers diminuaient légèrement durant le trimestre et que les passifs affichaient une faible hausse.

Graphique G.1

Bilan des investissements internationaux du Canada



L'endettement international net avance légèrement pendant le trimestre

Les avoirs internationaux du Canada ont légèrement diminué pour s'établir à 1 283,8 milliards de dollars comparativement aux augmentations des deux trimestres précédents. Cette situation est attribuable à l'appréciation, au taux de clôture trimestriel, du dollar canadien, qui a plus que neutralisé les flux d'investissements pendant le trimestre.

La valeur des passifs internationaux s'est accrue pour un troisième trimestre d'affilée, se fixant à 1 370,5 milliards de dollars, principalement sous l'effet d'importantes nouvelles émissions nettes d'obligations canadiennes sur les marchés internationaux, en partie atténuées par une diminution du passif-dépôts.

Pour cette raison, la dette extérieure nette a augmenté de 4,2 milliards de dollars au deuxième trimestre pour se chiffrer à 86,6 milliards de dollars, ce qui représentait 5,4 % du produit intérieur brut du Canada, c'est-à-dire une hausse par rapport à 5,2 % au trimestre précédent. Depuis le début de l'année, la valeur de l'actif total et du passif total a augmenté de 45,3 milliards de dollars et de 16,1 milliards de dollars respectivement en raison des fluctuations des devises. L'instabilité des devises a continué d'avoir des répercussions notables, intervenant pour plus de la moitié de la hausse de la valeur de la dette extérieure nette pendant le trimestre.

Placements de portefeuille : les titres font varier la dette extérieure nette

Les investissements canadiens dans les titres étrangers ont été relativement faibles au deuxième trimestre de 2008. Les avoirs canadiens sous forme de titres de créance ont diminué, reflétant un désinvestissement d'obligations étrangères et d'effets à court terme, tandis que les Canadiens ont continué à acquérir des actions

Note aux lecteurs

Définition

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de l'actif et du passif du pays vis-à-vis le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre l'actif et le passif étranger. Le Canada est un pays débiteur net ce qui se traduit par le fait que notre passif est plus élevé que notre actif envers les non résidents. Cet excédent de notre passif international est appelé passif international net du Canada ou dette nette extérieure du Canada.

La valeur des actifs et passifs du bilan des investissements internationaux du Canada sont évalués à la valeur aux livres de l'entreprise, à moins d'avis contraire. La valeur aux livres représente la valeur des actifs et des passifs tels que comptabilisés dans les livres de l'entreprise qui reçoit l'investissement.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

étrangères dans leurs portefeuilles. Malgré des placements modestes, l'actif des portefeuilles a diminué de 3,6 milliards de dollars au deuxième trimestre principalement à cause de la réévaluation du dollar canadien qui a plus que neutralisé les opérations durant le trimestre.

Les investissements étrangers dans les titres canadiens ont atteint un sommet au deuxième trimestre, surtout en ce qui concerne les titres de créance. Les émetteurs canadiens ont offert d'importantes émissions d'obligations sur les marchés mondiaux du crédit. Parallèlement, la demande étrangère d'instruments du marché monétaire canadien a rebondi grâce à de modestes flux d'investissement, et les achats d'actions canadiennes ont augmenté pour un deuxième trimestre d'affilée. Pour cette raison, le passif des portefeuilles a fortement augmenté (21,7 milliards de dollars) au deuxième trimestre.

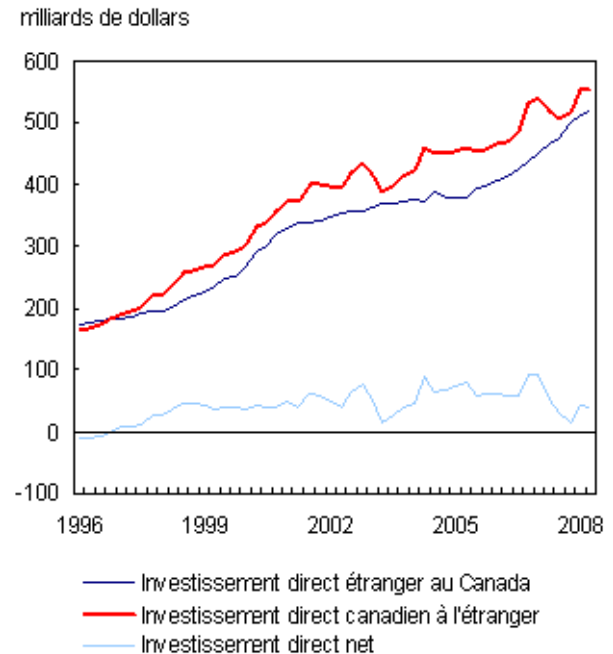
Investissements directs : le bilan net ne change à peu près pas

Le bilan net des investissements directs du Canada – c'est-à-dire la différence entre les investissements directs du Canada à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada – s'est établi à 38,7 milliards de dollars, une légère baisse par rapport au trimestre précédent, surtout attribuable à l'appréciation du dollar canadien.

Les investissements directs à l'étranger par des entreprises canadiennes ont augmenté de 1,7 milliard de dollars pour se chiffrer à 555,0 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cette hausse se composait des bénéfiques réinvestis accumulés dans les sociétés affiliées étrangères d'entreprises canadiennes ainsi que des fusions et acquisitions étrangères d'entreprises canadiennes, mais cette activité a diminué de moitié par rapport au premier trimestre. Toutefois, la valeur de ces investissements en devises étrangères a régressé à cause de l'appréciation du dollar canadien.

Les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 5,6 milliards de dollars pour se chiffrer à 516,3 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cette augmentation a été presque entièrement attribuable aux bénéfiques réinvestis provenant des sociétés affiliées au Canada. Les fusions et acquisitions ont été négligeables pendant le trimestre.

Graphique G.2
Bilan des investissements directs



Les autres catégories d'investissements tempèrent la variation de la dette extérieure nette

La valeur des autres actifs a monté de 1,5 milliard de dollars surtout à cause d'une faible augmentation des dépôts à l'étranger. Les autres passifs ont fortement chuté pendant le trimestre lorsque s'est inversée l'augmentation des dépôts de l'étranger enregistrée le trimestre précédent. L'instabilité continue que connaît le passif-dépôts est surtout imputable à l'activité intersociétés dans le secteur financier.

L'endettement international net en forte hausse à l'égard des placements de portefeuille à la valeur au marché

Le bilan global net des investissements internationaux du Canada peut également être calculé à partir des actifs et passifs des placements de portefeuille évalués aux prix du marché. Selon cette mesure, l'augmentation de la dette extérieure nette (43,6 milliards de dollars) a été plus prononcée au deuxième trimestre. Cet écart reflète la composition divergente des gains sur les marchés boursiers au Canada et les pertes sur les marchés des bourses étrangères pendant le trimestre. Pour cette raison, les avoirs des investisseurs canadiens en actions étrangères ont diminué pendant que ceux des non-résidents sous forme d'actions canadiennes ont monté en flèche.

Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	540 577	517 368	503 809	514 540	553 333	554 966	529 969	514 540
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	140 873	148 068	139 472	136 701	144 488	142 040	124 368	136 701
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>151 786</i>	<i>156 774</i>	<i>152 468</i>	<i>154 500</i>	<i>169 429</i>	<i>164 273</i>	<i>134 028</i>	<i>154 500</i>
Actions étrangères	230 327	214 783	206 090	210 064	227 418	226 869	227 886	210 064
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>598 849</i>	<i>594 726</i>	<i>566 848</i>	<i>556 952</i>	<i>525 567</i>	<i>508 699</i>	<i>583 600</i>	<i>556 952</i>
Marché monétaire étranger	20 128	19 774	8 997	7 511	7 637	7 071	19 966	7 511
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>20 195</i>	<i>19 825</i>	<i>9 044</i>	<i>7 548</i>	<i>7 671</i>	<i>7 090</i>	<i>20 062</i>	<i>7 548</i>
Autres investissements								
Prêts	77 973	73 426	77 953	76 122	85 110	81 640	72 366	76 122
Dépôts	136 195	140 711	150 377	156 890	176 988	179 881	131 420	156 890
Réserves internationales	45 507	42 534	40 887	40 593	43 589	45 027	40 959	40 593
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>45 386</i>	<i>41 991</i>	<i>40 769</i>	<i>40 724</i>	<i>71 958</i>	<i>71 792</i>	<i>40 862</i>	<i>40 724</i>
Autres actifs	44 470	43 511	40 014	41 960	45 708	46 334	44 977	41 960
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 236 050	1 200 176	1 167 598	1 184 382	1 284 270	1 283 829	1 191 911	1 184 382
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 615 431</i>	<i>1 588 332</i>	<i>1 541 282</i>	<i>1 549 236</i>	<i>1 635 764</i>	<i>1 614 675</i>	<i>1 557 284</i>	<i>1 549 236</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	449 134	466 487	474 597	500 851	510 708	516 297	437 801	500 851
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	413 028	390 643	376 815	382 080	403 283	420 443	408 055	382 080
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>434 159</i>	<i>401 548</i>	<i>391 892</i>	<i>397 381</i>	<i>426 995</i>	<i>432 657</i>	<i>432 318</i>	<i>397 381</i>
Actions canadiennes	96 804	96 485	93 351	82 658	84 045	85 992	96 994	82 658
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>351 297</i>	<i>370 175</i>	<i>366 767</i>	<i>327 812</i>	<i>320 085</i>	<i>352 246</i>	<i>344 958</i>	<i>327 812</i>
Marché monétaire canadien	23 730	24 089	22 383	21 999	18 772	21 324	24 515	21 999
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>23 952</i>	<i>24 279</i>	<i>22 598</i>	<i>22 211</i>	<i>18 940</i>	<i>21 483</i>	<i>24 717</i>	<i>22 211</i>
Autres investissements								
Emprunts	55 690	55 020	48 916	52 971	54 909	48 901	52 600	52 971
Dépôts	247 012	251 668	239 184	243 525	269 175	251 684	226 781	243 525
Autres passifs	25 353	25 581	26 504	25 307	25 814	25 822	22 468	25 307
Total du passif								
à la valeur comptable	1 310 750	1 309 973	1 281 751	1 309 392	1 366 706	1 370 465	1 269 214	1 309 392
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 586 597</i>	<i>1 594 758</i>	<i>1 570 458</i>	<i>1 570 058</i>	<i>1 626 626</i>	<i>1 649 090</i>	<i>1 541 643</i>	<i>1 570 058</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-74 701	-109 797	-114 153	-125 010	-82 436	-86 635	-77 303	-125 010
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>28 834</i>	<i>-6 426</i>	<i>-29 176</i>	<i>-20 822</i>	<i>9 138</i>	<i>-34 415</i>	<i>15 641</i>	<i>-20 822</i>

Section H

Comptes du bilan national

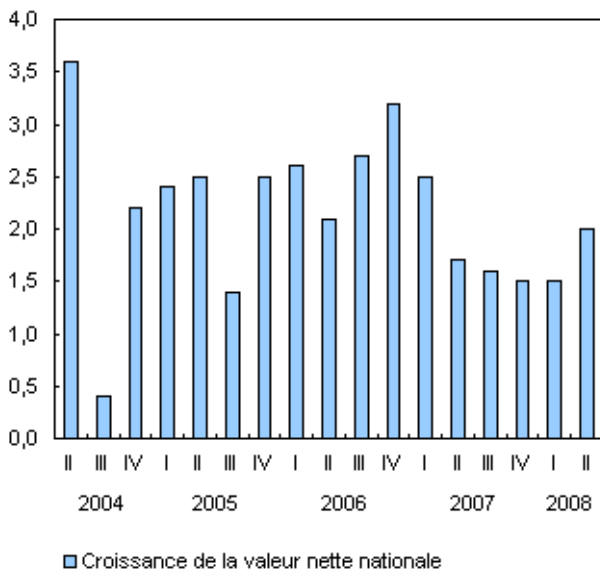
Deuxième trimestre de 2008

Au deuxième trimestre de 2008, la valeur nette nationale a grimpé de 2,0 %, une augmentation de la valeur des actifs non financiers ayant été modérée par un accroissement de la dette extérieure nette. Durant cette période, la valeur nette nationale, c'est-à-dire le total de l'actif moins le passif financier, a augmenté de 111 milliards de dollars, ce qui correspond à une valeur nette nationale par habitant de 174 300 \$, en hausse par rapport à 171 500 \$ au trimestre précédent.

Graphique H.1

La valeur nette nationale continue d'augmenter

variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national, défini comme étant la somme des actifs non financiers de l'ensemble de l'économie, a atteint 5,9 billions de dollars, en hausse de 2,7 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux 2,4 % enregistrés pour le même trimestre l'année précédente. Le secteur de l'immobilier résidentiel était à l'origine d'environ la moitié de cette hausse.

L'épargne du secteur des sociétés s'est accrue considérablement au deuxième trimestre de 2008, en raison de la croissance importante des bénéfices des sociétés. Cette dernière est attribuable à la hausse des prix, particulièrement ceux des produits énergétiques. L'épargne dans le secteur des sociétés demeure un important facteur à l'origine de la progression de la valeur nette nationale.

La dette extérieure nette du Canada (les titres négociables étant exprimés à la valeur du marché) a augmenté pendant le deuxième trimestre, après avoir baissé au premier trimestre de 2008. La croissance du passif du Canada envers les non-résidents, particulièrement la valeur nette des nouvelles émissions d'obligations canadiennes, a excédé celle de l'actif du Canada à l'étranger. La valeur des actifs extérieurs détenus par les Canadiens a diminué durant le trimestre, l'appréciation du dollar canadien ayant ralenti la croissance de l'avoir. En revanche, la valeur des actions canadiennes détenues par des non-résidents a grimpé fortement durant le trimestre, ce qui reflète les hausses observées sur les marchés boursiers canadiens.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers.

Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers (les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie.

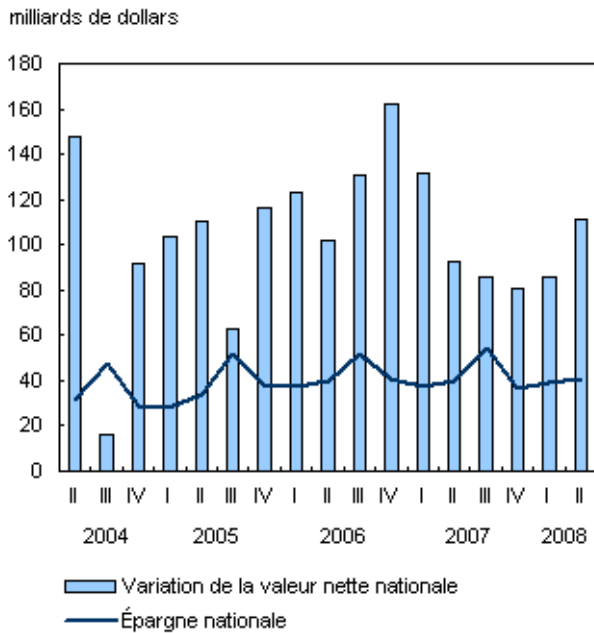
La **valeur nette nationale** est gale au patrimoine national moins la dette extérieure nette (c'est-à-dire l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme tant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'**épargne nationale** représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif.

Les causes de la réévaluation comprennent les variations des prix des actifs non financiers, des prix des actions, des taux d'intérêt, des taux de change et des provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Les titres négociables sont exprimés à la valeur du marché, à moins d'indications contraires. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consulter la page *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site Web.

Graphique H.2
Les réévaluations des actifs sous-tendent la croissance continue de la valeur nette nationale



La croissance de la valeur nette des ménages progresse

Au deuxième trimestre de 2008, la valeur nette des ménages a augmenté de 2,8 %, après avoir affiché une hausse de 0,5 % au premier trimestre. Le déterminant le plus important de cette croissance était la valeur marchande des actions, suivie par celle de l'immobilier résidentiel.

La dette des ménages (le crédit à la consommation et les prêts hypothécaires), exprimée en pourcentage de la valeur nette, est demeurée stable durant le trimestre, les augmentations de la dette ayant été compensées par des accroissements de la valeur des actifs financiers. Pour chaque dollar de valeur nette, les ménages avaient une dette de 19,6 cents et, pour chaque dollar de revenu personnel disponible, ils avaient une dette de 1,25 \$.

Graphique H.3
Le ratio d'endettement des ménages (revenu personnel disponible) monte lentement

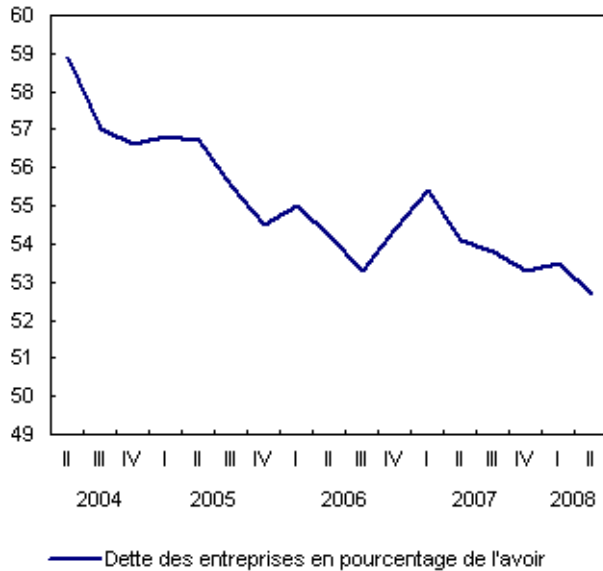


La tendance à la baisse du ratio d'endettement des sociétés se poursuit

La hausse de l'épargne du secteur des sociétés s'est traduite par la poursuite du recul de l'endettement des sociétés privées non financières, comme en témoigne la tendance à la baisse du ratio de l'endettement observée pendant la majeure partie des deux dernières décennies. Au deuxième trimestre de 2008, pour chaque dollar d'avoir, les sociétés avaient une dette d'environ 52,7 cents (à la valeur comptable). La réalisation continue de bénéfices non répartis des sociétés a permis au secteur des sociétés de demeurer un prêteur net au reste de l'économie, une tendance amorcée au cours des années 1990.

Graphique H.4
Le ratio d'endettement des sociétés continue de diminuer

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



La croissance de l'actif des institutions financières résulte d'une reprise des marchés boursiers

Les portefeuilles des investisseurs institutionnels, tels que les fonds communs de placement et les régimes de retraite en fiducie, ont tiré parti du mouvement de hausse du marché boursier. L'accroissement de la valeur des portefeuilles de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a également contribué à l'augmentation de la valeur des actifs du secteur financier.

La dette nette des administrations publiques continue de diminuer relativement au produit intérieur brut

La dette nette des administrations publiques a diminué au deuxième trimestre de 2008. La dette nette des administrations publiques (à la valeur comptable), exprimée en pourcentage du produit intérieur brut a baissé légèrement pour représenter à peine plus du tiers de ce dernier. Il s'agit d'un recul considérable comparativement à la proportion de plus de 90 % atteinte au milieu des années 1990.

Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	5 323 2,3	5 451 2,4	5 560 2,0	5 632 1,3	5 717 1,5	5 870 2,7	5 205 8,1	5 632 8,2
Dettes nettes extérieures	29 81,3	-6 ...	-29 ...	-21 ...	-19 ...	-61 ...	16 ...	-21 ...
Valeur nette nationale	5 353 2,5	5 445 1,7	5 531 1,6	5 612 1,5	5 698 1,5	5 809 2,0	5 221 11,0	5 612 7,5
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	162 800 2,3	165 100 1,4	167 100 1,2	169 300 1,3	171 500 1,3	174 300 1,6	159 200 9,9	169 300 6,3

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	17 256 447	17 610 026	17 924 731	18 098 087	18 337 423	18 792 341	16 838 583	18 098 087
Actifs non financiers	5 323 344	5 450 861	5 559 573	5 632 339	5 716 703	5 869 790	5 204 696	5 632 339
Immeubles résidentiels	1 499 447	1 539 133	1 572 489	1 589 041	1 599 879	1 619 909	1 468 232	1 589 041
Construction non résidentielle	1 239 000	1 264 763	1 292 625	1 324 091	1 352 559	1 408 744	1 207 552	1 324 091
Machines et matériel	420 049	422 655	421 767	421 249	430 134	445 858	419 017	421 249
Biens de consommation durables	388 109	395 065	396 563	398 226	393 121	397 462	386 852	398 226
Stocks	221 329	215 565	223 832	223 862	227 199	226 043	216 174	223 862
Terrains	1 555 410	1 613 680	1 652 297	1 675 870	1 713 811	1 771 774	1 506 869	1 675 870
Actifs financiers nets	29 177	-5 692	-28 845	-20 739	-19 065	-61 022	15 939	-20 739
Actifs financiers	11 933 103	12 159 165	12 365 158	12 465 748	12 620 720	12 922 551	11 633 887	12 465 748
Réserves officielles	45 508	42 533	40 886	40 593	43 589	45 027	40 960	40 593
Or et devises étrangères	43 547	40 756	39 224	38 932	41 813	43 168	38 867	38 932
Position de réserve au FMI	834	740	667	655	686	788	970	655
Droits de tirage spéciaux	1 127	1 037	995	1 006	1 090	1 071	1 123	1 006
Argent et dépôts bancaires	913 475	940 450	983 873	1 002 360	1 006 692	1 035 147	911 443	1 002 360
Autres dépôts	231 955	238 330	246 152	251 954	256 359	263 099	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	148 482	157 275	166 874	179 505	186 282	184 509	138 429	179 505
Crédit à la consommation	317 966	330 963	341 944	348 583	354 019	365 624	312 732	348 583
Comptes à recevoir	270 179	271 887	276 510	278 216	282 073	288 024	264 360	278 216
Prêts bancaires	244 397	249 644	258 128	272 399	278 327	281 087	233 352	272 399
Autres prêts	218 521	220 342	223 397	224 272	226 877	224 757	217 386	224 272
Effets à court terme, Canada	124 291	109 668	102 209	107 002	110 011	123 086	113 158	107 002
Autres effets à court terme	235 779	236 295	253 160	250 413	249 746	235 629	229 942	250 413
Hypothèques	864 923	890 583	919 056	944 494	962 399	989 981	846 070	944 494
Obligations fédérales	257 956	254 320	252 693	252 967	254 067	252 616	264 910	252 967
(dont les OÉC)	15 175	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	15 465	13 298
Obligations provinciales	310 562	303 451	314 858	325 827	328 436	321 604	309 283	325 827
Obligations municipales	41 950	41 637	42 567	43 845	44 469	44 833	41 007	43 845
Autres obligations	501 254	513 283	539 973	558 547	571 436	594 471	487 438	558 547
Assurances-vie et rentes	1 431 287	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 472 632	1 492 674	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	1 343 959	1 350 501	1 381 349	1 421 426	1 512 412	1 540 768	1 304 156	1 421 426
Créances, administrations publiques	219 064	217 728	218 645	219 997	226 722	240 970	216 878	219 997
Actions	2 483 294	2 588 797	2 637 977	2 570 772	2 543 017	2 707 915	2 411 037	2 570 772
Investissements étrangers	773 715	774 344	731 113	722 561	705 781	682 738	737 550	722 561
Autres éléments de l'actif	954 586	976 870	970 597	980 667	1 005 374	1 007 992	925 228	980 667
Passif et valeur nette	17 256 447	17 610 026	17 924 731	18 098 087	18 337 423	18 792 341	16 838 583	18 098 087
Passif	11 903 926	12 164 857	12 394 003	12 486 487	12 639 785	12 983 573	11 617 948	12 486 487
Argent et dépôts bancaires	934 904	959 093	1 004 711	1 022 902	1 028 233	1 058 543	932 333	1 022 902
Autres dépôts	231 955	238 330	246 152	251 954	256 359	263 099	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	153 044	156 005	160 277	170 648	171 712	166 113	132 089	170 648
Crédit à la consommation	317 966	330 963	341 944	348 583	354 019	365 624	312 732	348 583
Comptes à payer	272 716	275 676	280 001	285 658	290 127	294 493	265 501	285 658
Emprunts bancaires	225 536	234 757	241 904	254 072	257 472	259 210	217 673	254 072
Autres emprunts	222 084	225 158	230 113	234 060	235 615	230 882	218 056	234 060
Effets à court terme, Canada	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	126 307	117 712
Autres effets à court terme	246 584	247 654	263 885	260 365	258 643	245 607	239 039	260 365
Hypothèques	865 266	890 922	919 392	944 829	962 910	990 492	846 414	944 829
Obligations fédérales	309 200	298 554	298 301	297 432	306 631	303 312	316 793	297 432
(dont les OÉC)	15 175	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	15 465	13 298
Obligations provinciales	435 872	417 237	422 855	433 393	440 164	433 764	435 338	433 393
Obligations municipales	46 106	45 613	46 579	47 931	48 806	49 256	45 295	47 931
Autres obligations	747 735	746 319	767 710	793 667	822 679	853 471	730 815	793 667
Assurances-vie et rentes	1 431 287	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 472 632	1 492 674	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	553 248	577 135	585 572	588 965	631 279	616 119	521 326	588 965
Créances, administrations publiques	219 064	217 728	218 645	219 997	226 722	240 970	216 878	219 997
Actions	3 619 828	3 775 749	3 846 516	3 793 307	3 787 479	4 015 186	3 527 308	3 793 307
Autres éléments du passif	935 584	956 610	943 337	951 664	969 819	971 906	905 483	951 664
Valeur nette	5 352 521	5 445 169	5 530 728	5 611 600	5 697 638	5 808 768	5 220 635	5 611 600

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Deuxième trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	1 132 066	1 165 748	1 201 152	1 224 558	1 247 574	1 282 715	1 112 455	1 224 558
Crédit à la consommation	317 966	330 963	341 944	348 583	354 019	365 624	312 732	348 583
Emprunts bancaires	26 830	26 923	27 821	26 984	29 507	31 748	28 094	26 984
Autres emprunts	74 713	73 496	72 694	71 525	71 861	70 021	73 598	71 525
Hypothèques	712 557	734 366	758 693	777 466	792 187	815 322	698 031	777 466
Sociétés privées non financières	674 315	674 708	682 941	689 379	705 509	712 457	654 583	689 379
Emprunts bancaires	136 214	139 905	144 919	151 252	153 874	153 617	130 360	151 252
Autres emprunts	76 395	75 729	74 220	69 270	69 766	68 112	75 958	69 270
Autres effets à court terme	59 679	60 508	63 317	62 203	69 685	68 410	57 088	62 203
Hypothèques	136 329	140 590	144 253	149 833	153 454	157 326	132 126	149 833
Obligations	265 698	257 976	256 232	256 821	258 730	264 992	259 051	256 821
Entreprises publiques non financières	62 761	60 570	61 142	63 980	62 901	62 585	63 261	63 980
Emprunts bancaires	2 449	2 481	2 479	2 389	1 942	1 928	2 489	2 389
Autres emprunts	6 213	6 035	6 044	7 212	6 860	6 891	6 907	7 212
Autres effets à court terme	2 862	2 399	2 882	3 163	2 207	2 008	3 023	3 163
Hypothèques	94	93	94	91	89	93	95	91
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 542	47 184	47 287	48 860	49 341	49 199	48 107	48 860
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 480	2 257	2 235	2 144	2 341	2 345	2 519	2 144
Administration fédérale	413 471	393 980	385 134	384 139	388 763	401 432	403 115	384 139
Emprunts bancaires	99	99	99	100	100	100	101	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	126 307	117 712
Obligations fédérales	277 425	272 791	272 123	266 327	270 179	268 480	276 707	266 327
Obligations d'épargne du Canada	15 175	14 913	14 839	13 298	13 180	13 120	15 465	13 298
Autres obligations	262 250	257 878	257 284	253 029	256 999	255 360	261 242	253 029
Autres paliers d'administration publique	414 136	410 678	418 966	425 497	425 527	429 261	410 841	425 497
Emprunts bancaires	4 726	5 131	4 819	4 733	5 154	4 997	4 421	4 733
Autres emprunts	16 703	16 788	16 957	17 326	17 524	17 544	16 608	17 326
Autres effets à court terme	15 555	14 541	20 076	21 792	18 741	21 698	15 526	21 792
Hypothèques	1 899	1 899	1 899	1 899	1 899	1 899	1 900	1 899
Obligations provinciales	326 505	323 075	325 545	329 330	331 403	331 413	324 712	329 330
Obligations municipales	44 878	45 394	45 839	46 601	47 002	47 908	43 772	46 601
Autres obligations	3 870	3 850	3 831	3 816	3 804	3 802	3 902	3 816
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 696 749	2 705 684	2 749 335	2 787 553	2 830 274	2 888 450	2 644 255	2 787 553
Crédit à la consommation	317 966	330 963	341 944	348 583	354 019	365 624	312 732	348 583
Emprunts bancaire	170 318	174 539	180 137	185 458	190 577	192 390	165 465	185 458
Autres emprunts	174 024	172 048	169 915	165 333	166 011	162 568	173 071	165 333
Effets à court terme, Canada	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	132 852	126 307	117 712
Autres effets à court terme	78 096	77 448	86 275	87 158	90 633	92 116	75 637	87 158
Hypothèques	850 879	876 948	904 939	929 289	947 629	974 640	832 152	929 289
Obligations	969 519	952 648	953 213	954 020	962 921	968 260	958 891	954 020
Non-résidents	44 001	38 835	39 069	45 424	50 197	53 609	41 267	45 424
Emprunts bancaires	18 861	14 887	16 224	18 327	20 855	21 877	15 679	18 327
Autres emprunts	25 140	23 948	22 845	27 097	29 342	31 732	25 588	27 097
Hypothèques
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 740 750	2 744 519	2 788 404	2 832 977	2 880 471	2 942 059	2 685 522	2 832 977
Institutions financières canadiennes	748 661	777 033	816 153	854 598	870 709	888 887	725 652	854 598
Emprunts bancaires	55 218	60 218	61 767	68 614	66 895	66 820	52 208	68 614
Autres emprunts	48 060	53 110	60 198	68 727	69 604	68 314	44 985	68 727
Autres effets à court terme	168 488	170 206	177 610	173 207	168 010	153 491	163 402	173 207
Hypothèques	14 387	13 974	14 453	15 540	15 281	15 852	14 262	15 540
Obligations	462 508	479 525	502 125	528 510	550 919	584 410	450 795	528 510
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 489 411	3 521 552	3 604 557	3 687 575	3 751 180	3 830 946	3 411 174	3 687 575
Actif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	101 586	92 862	96 480	93 647	93 805	89 853	99 317	93 647
Entreprises non financières	82 969	82 488	85 857	85 813	85 389	85 575	82 555	85 813
Administrations publiques	251 911	255 373	261 119	261 328	259 060	258 080	243 756	261 328
Non-résidents	457 567	436 011	421 602	433 820	452 120	472 176	450 187	433 820
Institutions financières canadiennes	2 617 922	2 676 753	2 761 432	2 834 606	2 882 615	2 946 237	2 557 956	2 834 606